



CONFÉRENCE

GÉRER LES TRANSITIONS : L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE DANS L'ESPACE EUROPÉEN

Lyon, 17 et 18 septembre 2008

FRANZÖSISCHE PRÄSIDENTSCHAFT
EUROPÄISCHE UNION *

FRENCH PRESIDENCY
EUROPEAN UNION *

ФРЕНСКО ПРЕДСЕДАТЕЛСТВО
ЕВРОПЕЙСКИ СЪЮЗ *

FRANSK FORMANDSKAB
EUROPÆISK UNION *

PRESIDENCIA FRANCESA
UNIÓN EUROPEA *

EESISTUJARIIK PRANTSUSMAA
EUROOPA LIIT *

RANSKAN PUHEENJOHTAJUUS
EUROOPAN UNIONI *

ΓΑΛΛΙΚΗ ΠΡΟΕΔΡΙΑ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΕΝΩΣΗ *

FRANCIA ELNÖKSÉG
EURÓPAI UNIÓ *

UACHTARANACH NA FRAINCE
AN tAONTAS EORPACH *

PRESIDENZA FRANCESE
UNIONE EUROPEA *

FRANCIJAS PREZIDENTŪRA
EIROPAS SAVIENĪBA *

PRANCŪZIJOS PIRMININKAVIMAS
EUROPOS SAJUNGA *

PREŽIDENZA FRANČIŽA
UNJONI EWROPEA *

FRANS VOORZITTERSCHAP
EUROPESE UNIE *

PREZYDENCJA FRANCUSKA
UNIA EUROPEJSKA *

PRESIDENCIA FRANCESA
UNIÃO EUROPEIA *

PREŠEDINTĪA FRANCEZĀ
UNIJNEA EUROPEANĀ *

FRANCŪZSKE PŘEDSĚDNÍCTVO
EURÓPSKA ÚNIA

FRANCOSKO PŘEDSEDSTVO
EVROPSKA UNIJA *

FRANSKA ORDFÖRANDESKAPET
EUROPEISKA UNIONEN *

FRANCOUZSKÉ PŘEDSĚDNICTVÍ
EVROPSKÁ UNIE *



SOMMAIRE

FRANÇAIS

Problématique	page 2
Programme de la conférence	page 6
Programme détaillé des ateliers	page 10

DEUTSCHE

Problematik	Seite 17
Konferenzprogramm	Seite 21
Genaue Programm der Arbeitsgruppen	Seite 25

ENGLISH

Problem	page 33
Conference programme	page 37
Detailed programme of the workshops	page 41

GÉRER LES TRANSITIONS : L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE DANS L'ESPACE EUROPÉEN PROBLÉMATIQUE

La France, à l'occasion de la présidence de l'Union européenne au cours du deuxième semestre 2008, a proposé d'inscrire l'orientation comme thème prioritaire des conférences organisées dans le domaine de l'éducation et la formation. Pourquoi et comment ?

1. Contexte et enjeux d'une coopération européenne en matière d'orientation

Les États membres, s'ils gardent toute compétence en matière d'orientation scolaire et professionnelle, sont incités à coopérer pour relever ensemble, dans un marché du travail unifié, "le défi de l'économie de la connaissance", objectif de la stratégie de Lisbonne. Or, l'orientation tout au long de la vie est reconnue au niveau communautaire comme un élément-clé concourant à la réalisation des trois priorités de la stratégie : la compétitivité économique, la lutte contre l'exclusion, l'efficacité des politiques de l'emploi et du marché du travail.

Tous les textes européens adoptés depuis 2001 recommandent de "renforcer les politiques, les systèmes et les pratiques d'information, d'orientation et de conseil", notamment dans le cadre du programme "Éducation et formation 2010". Cette conférence s'inscrit donc dans la continuité de la politique communautaire qui insiste sur la nécessité d'envisager l'orientation scolaire et universitaire dans le contexte plus large de l'orientation tout au long de la vie, comme le souligne la Résolution du Conseil de mai 2004, à visée politique.

La Résolution identifie parmi les facteurs de progrès pour les systèmes des États membres :

- le développement de systèmes d'orientation pour tous les citoyens à tous les stades de la vie pour leur permettre de gérer leur parcours et les transitions ;
- des mécanismes d'assurance-qualité plus performants ;
- la nécessité de renforcer les structures avec tous les acteurs concernés : partenaires sociaux, ministères, services de l'emploi, prestataires, professionnels de l'orientation, établissements, parents et jeunes.

Elle invite les États membres "à instaurer une coopération et une coordination efficaces entre les prestataires de service d'orientation aux niveaux national, régional et local, afin d'en élargir l'accès et d'en assurer la cohérence, en particulier pour les groupes en situation de risque ; à encourager les écoles, les établissements d'enseignement supérieur, et les organismes de formation à promouvoir les techniques d'apprentissage autonome, afin de permettre aux jeunes et adultes de gérer efficacement leur parcours d'apprentissage et leur carrière."

Elle les invite également à tirer parti des activités d'apprentissage mutuel entre États membres, notamment pour les programmes de formation des professionnels de l'orientation, à intégrer le souci d'égalité entre les femmes et les hommes.

La coopération européenne se concrétise déjà par l'existence d'organismes et de réseaux de coopération établis dans le domaine de l'orientation, qui comprennent :

- pour le développement des politiques, des structures permanentes comme le CEDEFOP (Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle), créé dès 1975 ;
- au niveau opérationnel, le réseau "Euroguidance" réunissant des organismes d'information, destinés aux professionnels de l'orientation, en vue de favoriser la mobilité en Europe, et s'appuyant, en France, sur deux composantes, Emploi et Éducation.

Depuis la conférence de Jyväskylä en Finlande en 2006, les États membres s'engagent dans une phase plus opérationnelle d'apprentissage mutuel pour favoriser le développement effectif de politiques nationales d'orientation tout au long de la vie. Tel est l'objet du Réseau européen pour le développement des politiques d'orientation tout au long de la vie (*European Lifelong Guidance Policy Network*), auquel la France vient de décider de participer.

Dans le même esprit, la conférence "Gérer les transitions", organisée sous la Présidence française, a pour ambition, sur la base de l'actualisation du rapport réalisé par le CEDEFOP en 2006, de mesurer les progrès dans la mise en œuvre de la résolution de 2004 et de faire apparaître de nouvelles possibilités de convergence.

2. Les thèmes proposés pour la conférence "Gérer les transitions"

→ **Thème 1 : Comment l'orientation peut-elle contribuer à l'égalité des chances dans la formation ?**

Confrontée, comme bien d'autres pays, à la question du nombre élevé de sorties de la formation initiale sans qualification, y compris de l'enseignement supérieur, la France veut renforcer au cours de l'enseignement obligatoire l'éducation des jeunes à l'orientation dans le cadre du socle commun de connaissances et de compétences à acquérir. Elle entend ainsi prévenir l'exclusion scolaire et restaurer l'égalité des chances, y compris pour l'accès à l'enseignement supérieur. Cette ambition fait naître les questions suivantes :

- comment la découverte professionnelle, le développement de l'autonomie, et celui de l'esprit d'initiative, l'une des huit compétences clés européennes, peuvent contribuer à une orientation positive, prévenir les déscolarisations et combattre les préjugés ?
- quelle politique d'orientation pour l'insertion des jeunes déscolarisés : rôles respectifs de l'École, d'organismes spécialisés comme les missions locales et organismes d'insertion des jeunes ?
- comment assurer un accès équitable et efficace à l'enseignement supérieur ?

Il s'agit de mieux éclairer les choix de formations supérieures et les conditions de la réussite en conciliant la liberté de choix des futurs étudiants et leur besoin d'information claire et objective, besoin d'autant plus aigu que l'autonomie des établissements est forte.

→ **Thème 2 : Comment s'orienter vers la vie active et tout au long de celle-ci ?**

→ *La transition des études à l'emploi dans le cadre des objectifs de Lisbonne.*

La France vient d'inscrire dans la loi l'orientation et l'insertion professionnelle, au nombre des missions du service public de l'enseignement supérieur, et d'entreprendre la rénovation du cursus licence pour qu'il favorise l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études. Elle est donc particulièrement attentive aux pratiques de ses partenaires, notamment en ce qui concerne l'organisation des relations avec les entreprises au cours et à l'issue des formations.

→ *Gérer les choix de carrière et les transitions professionnelles tout au long de la vie.*

Cet objectif permet de dédramatiser les choix d'orientation dans la formation initiale. Il fait appel au développement de services qui impliquent :

- les services publics en charge de la formation et l'emploi ;
- les partenaires sociaux, qui ont un rôle important à jouer dans l'éducation et la formation tout au long de la vie, en particulier dans la définition et la mise en œuvre des modalités d'information et de bilan, destinées aux adultes, salariés ou demandeurs d'emploi ;
- les entreprises, qui jouent un rôle croissant dans la formation continue des adultes comme dans le développement des carrières et des transitions professionnelles. Pour favoriser le maintien dans l'emploi, et plus généralement dans l'employabilité, il convient de mieux articuler l'orientation, la valorisation de l'expérience, l'insertion professionnelle et les dispositifs d'information comme de conseil et de bilan personnalisés.

Un suivi de l'évolution des emplois et des qualifications, comme celui qu'assure en France le CEREQ, est nécessaire, autant pour s'orienter dans la formation initiale que pour accéder à une formation continue en perpétuelle adaptation.

→ **Thème 3 : Quelle organisation pour les services de l'orientation ?**

→ *Comment garantir la qualité de l'information aux niveaux européen, national, régional, local ?*

Il convient de coordonner un système national d'information et d'édition – tel que celui de l'ONISEP en France – et les initiatives des collectivités territoriales et des partenaires sociaux. À cette fin, il est nécessaire de travailler à une meilleure complémentarité des sources d'information mises à la disposition des jeunes, afin de les aider à effectuer des choix de formation, de carrière ou de métiers. Tel est par exemple, en France, l'esprit du portail "Orientation formation", dont le maître d'œuvre est le "Centre-inffo" ou, au Royaume-Uni, de *Learndirect*.

Cette même qualité d'information est à atteindre aussi à l'échelle européenne, en vue de faciliter la mobilité en Europe de ceux qui veulent y poursuivre des formations ou une carrière, comme l'attestent les travaux du réseau "Euroguidance".

→ *Comment garantir à tous l'accès à l'information et au conseil dans les territoires : quelle coordination régionale et locale ?*

La pertinence de l'échelon régional et local pour organiser l'orientation devrait se dégager de la conférence. La région (Rhône-Alpes) proposée pour l'accueillir s'engage résolument dans cette recherche de coordination entre l'État, la région et les partenaires sociaux.

→ *Comment garantir l'accès à un conseil en orientation aux différents âges de la vie ?*

La conférence, sans négliger la diversité des situations, fera apparaître les moyens d'assurer la continuité du service de conseil en orientation aux différents âges et moments de transition. Elle mettra en évidence les caractéristiques professionnelles nécessaires pour assurer cette continuité en référence à la réflexion en cours sur les démarches qualité ou l'assurance qualité dans ce domaine.

S'agissant du conseil en milieu scolaire, la conférence mettra en relief les missions dévolues aux différentes catégories de personnels et précisera le rôle de la compétence psychologique, pour concilier une orientation scolaire valorisant les potentiels individuels et une orientation professionnelle tenant compte de l'évolution du marché du travail.

Concernant l'orientation tout au long de la vie, les travaux du Réseau européen font apparaître les diverses possibilités de coordination des services d'orientation, dans des situations institutionnelles différentes. À la lumière des expériences et des bonnes pratiques recueillies au sein des divers pays européens, la conférence devrait indiquer comment unir les savoir-faire des enseignants, des professionnels de l'orientation, des conseillers d'insertion jeune, des organismes de formation continue ou de placement, ou des organismes consulaires, et comment améliorer l'information en liaison avec les branches professionnelles et les collectivités locales.

En conclusion, la convergence des politiques d'orientation en Europe sera recherchée en tenant compte des contextes nationaux.

La qualité de l'orientation, par sa capacité à relever le défi de l'égalité des chances pour révéler tous les talents et à être la meilleure réponse aux évolutions du marché de l'emploi, est bien appelée à devenir une composante indispensable du développement de la formation tout au long de la vie, dans la perspective de "l'économie de la connaissance". Les résultats de la conférence permettront d'alimenter la réflexion européenne. Sur cette base, **un plan d'action "pour l'orientation tout au long de la vie" pourra être proposé sous la forme d'une Résolution, lors du Conseil des ministres "Éducation" des 20 et 21 novembre 2008.**

GÉRER LES TRANSITIONS : L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE DANS L'ESPACE EUROPÉEN

PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

Mercredi 17 septembre matin

- 9 h** **Accueil des participants**
- 9 h 30-
10 h 10** **Mot de bienvenue** de **M. Jean-Michel DACLIN**, maire-adjoint de Lyon.
Ouverture de la conférence
– **M. Jean-Louis NEMBRINI**, directeur général de l'enseignement scolaire, délégué général de la conférence ;
– **Mme Odile QUINTIN**, directrice générale Éducation et culture - Commission européenne.
- 10 h 10-
10 h 30** – **M. Thomas CHAUDRON**, chef d'entreprise, Centre des Jeunes Dirigeants.
- 10 h 30-** Pause
- 11 h-
11 h 30** – **M. Christian-Friedrich LETTMAYR**, directeur adjoint du CEDEFOP.
- 11 h 30-
12 h** – **M. Raimo VUORINEN**, *PhD, Project Manager, Institute for educational research, University of Jyväskylä*, Finlande, coordonnateur du Réseau européen pour le développement des politiques d'orientation tout au long de la vie.
- 12 h-
12 h 15** **Témoignages** (séance animée par **M. Régis GUILLET**, rédacteur en chef de Télé Lyon Métropole (TLM)) :
– un adulte en activité : **M. Didier BOUCHARD**, Confrançon (Ain), France ;
– un lycéen étudiant : **M. Mohamed BENABDALLAH**, élève de classe préparatoire spéciale, Metz, France.
- 12 h 30** **Déjeuner**

Mercredi 17 septembre après-midi : Travaux en ateliers simultanés

- 14 h-
15 h 30** **Sous-thèmes 1**
- 15 h 30-
16 h 45** **Sous-thèmes 2**
- 16 h 45** Pause
- 17 h 15-
18 h** **Allocution** de **M. Xavier DARCOS**, ministre de l'Éducation nationale (France), Point-presse.
- 19 h 30** **Réception** à l'Hôtel de ville de Lyon.
- 20 h 30** **Dîner-croisière** entre Saône et Rhône sur le bateau *Hermès*.

ATELIERS : THÈMES ET INTERVENANTS

Atelier 1 : *Quelle qualité d'information et de services ? Quelle coordination des acteurs ?*

Président-Modérateur : M. Hervé DE MONTS DE SAVASSE, directeur de l'ONISEP, Paris, France.

Rapporteur : M. John MC CARTHY, directeur du ICCDPP (organisme international de diffusion des bonnes politiques en orientation).

Experts :

→ **Sous-thème 1 : *Caractéristiques essentielles d'un système d'information***

– **Mme Paula HARDWICK**, *Partnership Manager, Learndirect*, Sheffield, Royaume-Uni ;

– **M. Alain TAUPIN**, directeur adjoint de l'ONISEP, Paris, France.

→ **Sous-thème 2 : *Qualité des services et coordination des acteurs***

– **M. Philippe DAUBIGNARD**, chef du service académique d'information et d'orientation, rectorat de Lyon, France ;

– **M. Steffen JENSEN**, directeur de la division Orientation au ministère de l'Éducation, Copenhague, Danemark ;

– **Expert/discutant : M. Tony WATTS**, rédacteur du rapport sur les "instances de coordination" du CEDEFOP.

Atelier 2 : *Orientation et insertion : prévention des sorties sans qualification*

Président-Modérateur : M. Claude THÉLOT, auteur du rapport de la Commission du débat national sur l'avenir de l'École "Pour la réussite de tous les élèves", Paris, France.

Rapporteur : M. Jos NOESEN, chargé de mission au ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Luxembourg.

Experts :

→ **Sous-thème 1 : *Apprendre à s'orienter, éduquer au choix***

– **Dr Gerhard KRÖTZL**, ministère de l'enseignement, de l'art et de la culture, département des politiques d'orientation tout au long de la vie, Vienne, Autriche ;

– **M. Philippe AUGÉ**, président de la Conférence nationale des directeurs de CUIO-IP, Paris, France.

→ **Sous-thème 2 : *Quel accompagnement pour les jeunes en difficulté ?***

– **Dr Dermot STOKES**, directeur du *Youthreach*, programme national d'éducation de la seconde chance pour les élèves décrocheurs précoces, Dublin, Irlande ;

– **Mme Aleksandra SOKOLOVA**, ministère de l'Éducation et de la science, Vilnius, Lituanie ;

– **Expert/discutant : Mme Marian MORRIS**, *Northern Office de la National Foundation for Educational Research*, York, Royaume-Uni.

Atelier 3 : *Aménager/accompagner les transitions tout au long de la vie*

Président-Modérateur : M. Michel QUÉRÉ, directeur du CÉREQ, Marseille, France.

Rapporteur : M. Matthis BEHRENS, directeur de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRD) de Neuchâtel, Suisse.

Experts :

→ **Sous-thème 1 : *Transition entre formation initiale et emploi : le cas des sortants de l'enseignement supérieur***

– **M. Alberto LOPEZ**, chef du département des entrées dans la vie active, CÉREQ, Marseille, France ;

– **Mme Paula FERRER-SAMA**, Université nationale d'enseignement à distance de Madrid, bureau de l'orientation scolaire et professionnelle, secrétaire générale du réseau FEDORA (Forum européen de l'Orientation académique), Madrid, Espagne ;

– **Expert/discutant : M. Michel LUSSAULT**, président de l'AMUE (Agence de Mutualisation des Universités et Établissements), vice-président de la CPU (Conférence des Présidents d'Université), Tours, France.

→ **Sous-thème 2 : *Les transitions professionnelles tout au long de la vie***

– **Prof. Dr Günther SCHMID**, directeur du *Research Unit Labor Market Policy and Employment*, WZB, Berlin, République fédérale d'Allemagne ;

– **M. Dominique CROCHU**, directeur du FONGECIF Bretagne, Rennes, France ;

– **Expert/discutant : M. Philippe BEL**, directeur de la Stratégie à l'ANPE, Paris, France.

Jeudi 18 septembre matin

9 h-10 h **Restitution au sein de chaque atelier** des travaux de la veille et discussion dans la perspective du projet de Résolution.

10 h-10 h 30 Pause

10 h 30-12 h **Séance plénière** animée par **M. Régis GUILLET**, rédacteur en chef de Télé Lyon Métropole (TLM).

10 h 30-10 h 50 **Restitution des travaux de l'atelier 1**
par **M. John MC CARTHY**.

10 h 50-11 h 10 **Restitution des travaux de l'atelier 2**
par **M. Jos NOESEN**.

11 h 10-11 h 30 **Restitution des travaux de l'atelier 3**
par **M. Matthis BEHRENS**.

11 h 30-12 h **Débat** dans la perspective du projet de Résolution.

12 h 15- **Déjeuner**

Jeudi 18 septembre après-midi

13 h 30-16 h Séance plénière présidée par **Mme Liliana SCARLAT**, *Senior adviser*, ministère du travail, de la famille et de l'égalité des chances, Bucarest, Roumanie.

13 h 30-13 h 45 **M. Bernard SAINT-GIRONS**, délégué inter-ministériel à l'orientation.

13 h 45-15 h 30 **Présentation du projet de Résolution et table ronde** consacrée au rôle et aux responsabilités des principaux décideurs.

Modérateur : M. George ASSERAF, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche, Paris, France.

Intervenants :

– **M. Jean-Paul DE GAUDEMAR**, recteur de l'académie d'Aix-Marseille, France ;

– **M. Gordon CLARK**, Commission européenne, chef de l'Unité "Développement des politiques d'éducation et formation tout au long de la vie et coopération" ;

– **Prof. Ronald G. SULTANA**, Director, *Euro-Mediterranean Centre for Educational Research*, University of Malta, Msida, République de Malte ;

– **Mme Marie-France VIEUX-MARCAUD**, conseil régional Rhône-Alpes, vice-présidente déléguée aux lycées et aux formations initiales, France ;

– **M. Joël DECAILLON**, secrétaire de la Confédération européenne des syndicats, Bruxelles ;

– **Mlle Claire GUICHET**, ESU (*European Students' Union*), Bruxelles, Belgique ;

– un représentant de *Business Europe*.

15 h 30-16 h **Séance de clôture**

– **M. Patrick HETZEL**, directeur général de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, France.

GÉRER LES TRANSITIONS : L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE DANS L'ESPACE EUROPÉEN PROGRAMME DÉTAILLÉ DES ATELIERS

Atelier 1 : *Quelle qualité d'information et de services ? Quelle coordination des acteurs ?*

La coordination de la préparation de cet atelier a été assurée par l'ONISEP.

- Président-modérateur - **M. Hervé DE MONTS DE SAVASSE**, directeur de l'ONISEP.
- Rapporteur : **M. John MC CARTHY**, directeur du ICCDPP (Organisme international de diffusion des bonnes politiques en orientation).

Dans l'Union européenne, l'orientation tout au long de la vie mobilise des outils et des pratiques développés par des acteurs qui évoluent dans des contextes et des dynamiques d'organisation très diversifiés.

Les jeunes scolaires européens, d'aujourd'hui, travailleront jusqu'en 2050 en changeant plusieurs fois d'activité. Leur perspective est celle du moyen terme. Les travailleurs en situation de recherche, de mobilité ou de reconversion sont plus dans le court terme, parfois même l'urgence.

Partout en Europe, le citoyen a besoin d'avoir accès à un service lui offrant la visibilité, le dialogue, le conseil lui permettant de construire son projet, son insertion, avec confiance et sécurité.

Sensibilisation, information, décision sont schématiquement les étapes du processus d'orientation. Chacune d'entre elles mobilise selon le moment, le contexte, et de façon intriquée, des outils, de l'accompagnement et du conseil.

L'atelier 1 a pour objectif d'aborder ces problématiques sous les deux approches de la qualité et de la coordination. Cette double lecture favorisera la confrontation et la mise en commun des réflexions, des stratégies et des résultats en vue de renforcer encore, dans les États membres et au profit des citoyens, une dynamique de l'orientation à laquelle contribuent des institutions et des acteurs.

Après une courte ouverture de présentation de la problématique par le Président de séance-modérateur, deux sous-thèmes seront abordés.

→ Sous-thème 1 : *Caractéristiques essentielles d'un système d'information*

Il s'agit d'aborder la qualité du système au regard des caractéristiques de l'information elle-même, sur les aspects de fiabilité, de l'objectivité, de l'impartialité de son adaptation à l'hétérogénéité des publics et des territoires, de débattre de ses modes de production, de diffusion et de financement dans un environnement complexe et extrêmement mouvant au plan économique et technologique.

La communication et l'accessibilité aux dispositifs pour en assurer la transparence et la fluidité seront particulièrement prises en considération.

→ Contexte et problématique d'une politique d'information pour l'orientation

Les contextes économiques et éditoriaux de l'information et de la communication sont très évolutifs, les temps de l'entreprise et du système de formation sont en décalage fort, les attentes des publics sont multiformes et de plus en plus individualisées.

Les publics sont également segmentés, avec trois groupes repérables, les hyper informés, une classe moyenne majoritaire et un groupe en grande difficulté. Comment dans ces conditions, optimiser le recours aux systèmes d'informations et aux outils pour construire des réponses de qualité, cohérentes, interactives, personnalisées fiables et sincères et comment les évaluer ? Cette question débouche sur la recherche de la meilleure adéquation possible entre les différents dispositifs et la promotion de ceux-ci auprès des publics concernés.

Des modes variés d'accès à l'information et au conseil pour l'orientation ont été mis en place dans les États membres. Supports écrits ou multi-média, service à distance ou de contact direct, plate formes téléphoniques ou de web services, la palette est large.

→ Pour une information coordonnée et cohérente

Il apparaît que les dynamiques à engager pour qu'émerge une offre de service adaptée mettent en jeu des articulations sur plusieurs plans :

- articulation entre des parcours de formation prenant en compte les "caractéristiques des établissements", les accès, les contenus, les débouchés, les parcours professionnels prenant en compte, pour leur part, la connaissance des métiers et leurs déterminants économiques et territoriaux ;
- articulation entre les demandes informelles et institutionnelles appelant la question de la pédagogie de l'information et de la médiation-accompagnement.

→ Intervention prévue dans le cadre du 1^{er} sous-thème :

À partir des modèles de réponse à distance (intervenants **Mme Paula HARDWICK** et **M. Alain TAUPIN**), pourra être conduite la réflexion sur la fiabilité et la pertinence des offres de réponses aux besoins des individus en orientation.

→ Sous-thème 2 : *Qualité des services et coordination des acteurs*

La qualité de l'implication des acteurs et des services dans les fonctions d'accompagnement et de conseil sera abordée au regard des compétences et des profils professionnels ainsi que de l'évaluation et de la pérennisation des dispositifs.

La recherche de dynamique partenariale et de regroupement institutionnel sera un des points centraux de ce 2^e sous-thème.

→ La qualité des services d'orientation

Dans une perspective tout au long de la vie, les prestataires peuvent être variés et leur identification complexe du point de vue de l'utilisateur potentiel. La question de la qualité se pose aussi dans une perspective de décentralisation possible de ces services.

Il apparaît nécessaire de définir des normes ou des standards "qualité" et d'en assurer l'évaluation.

Cette question mérite d'être abordée sous plusieurs aspects :

- l'adaptation du service rendu aux besoins du public : de quelle manière les utilisateurs sont-ils consultés, par quel système organisé, existe-t-il des enquêtes de satisfaction ? Sont-ils associés aux décisions concernant l'offre de service ? Quels standards fonctionnels et lisibles par l'utilisateur sont à définir pour l'organisation des services et structures spécialisés ?
- la qualité des liens établis avec les partenaires de l'offre (de formation, d'insertion, d'emploi) dans le cadre d'un réseau. Existe-t-il un lien entre les différents informateurs sur l'orientation ? En formation initiale, intégration des professionnels au sein des établissements scolaires et supérieurs, leur bonne coopération avec les enseignants en charge de conseil. Cette qualité du lien tissé est à mettre en comparaison avec l'impératif d'indépendance des prestations de conseil spécialisé ;
- la professionnalisation des acteurs spécialisés de l'orientation : leur formation et son adaptation aux évolutions des métiers : identifier un (ou des) métier(s) spécifique(s), avec les caractéristiques propres à assurer sa continuité quelque soit l'âge des bénéficiaires (scolaires, étudiants, adultes) ; quel profil pour les professionnels selon le type de prestation (conseil, accompagnement, information) ou sa prédominance (éducative à plus long terme, insertion à plus court terme) ? Quelle exigence de formation initiale et continue ?
- l'assurance qualité : quel système d'évaluation pour la garantir ?

→ La coordination des acteurs

Cette question est au cœur des préoccupations européennes. Elle a donné lieu à des actions conjointes (les "Fora") et à un document du CEDEFOP (*Coming Together, a Manual for Policy-Makers and Stakeholders*, 2008). Cette coordination doit être vue pour les acteurs de l'orientation tout au long de la vie.

Quels acteurs ? Sont concernés les prestataires de services d'information et d'orientation du niveau scolaire, universitaire, de l'insertion des jeunes, des adultes.

Sur quelles missions créer une dynamique partenariale et avec quel chef de file ? Quel est le niveau le plus pertinent pour créer une dynamique partenariale, la région par exemple ?

Quel cadre institutionnel national, régional, local ?

Jusqu'à où aller dans la coordination ? Simple label de référence, jusqu'à des regroupements possibles de plateaux techniques ? À quelles conditions pour les publics cibles ?

→ Intervention prévue dans le cadre du 2^e sous-thème :

Témoignage, illustration de partenariats en réseau pour l'orientation tout au long de la vie : la plate-forme de coordination du PRAO du pôle Rhône-Alpes (présentation **M. Philippe DAUBIGNARD**, France) et dispositif de contrôle qualité au Danemark par **M. Steffen JENSEN**, ministère de l'éducation, Danemark.

Discutant pour les deux sous-thèmes : **M. Tony WATTS**, rédacteur du rapport sur les "instances de coordination" du CEDEFOP.

Les problématiques et questionnements de l'atelier 1 traversent l'ensemble du processus d'orientation. Ils permettront de confronter la réflexion sur les stratégies avec le réel des politiques conduites et de leurs résultats afin de s'inscrire dans l'économie générale du plan d'action pour l'orientation.

Atelier 2 : Orientation et insertion : prévention des sorties sans qualification

Aujourd'hui, entre 5 % et 40 % d'élèves quittent prématurément l'école dans les pays de l'OCDE. Si la part de ces jeunes a considérablement diminué depuis trente ans, elle stagne toutefois à présent et s'accompagne d'une aggravation des problèmes que ces jeunes rencontrent. Les sorties prématurées du système éducatif, qu'il s'agisse de décrochage de la formation initiale ou de l'enseignement supérieur, préoccupent aujourd'hui l'ensemble des systèmes éducatifs européens et les gouvernements des pays européens prennent réellement la mesure de cet enjeu social, politique et économique que représente le devenir professionnel de ces jeunes aux parcours scolaires ou universitaires souvent chaotiques.

Ce problème est posé avec acuité dans les sociétés européennes où le taux de chômage est élevé et le besoin de qualification important.

Comment l'orientation peut-elle contribuer à réduire les sorties précoces, à l'égalité des chances dans la formation et assurer un accès équitable et efficace à l'enseignement supérieur ?

Comment peut-on développer, au cours de la scolarité obligatoire et dans l'enseignement supérieur, la capacité des jeunes à s'engager de manière active et constructive dans un processus d'orientation et de formation ?

Comment la découverte professionnelle, le développement de l'autonomie, et celui de l'esprit d'initiative, l'une des huit compétences clés européennes, peuvent contribuer à une orientation positive, prévenir les déscolarisations et combattre les préjugés ?

Comment accompagner les jeunes en difficulté ?

Quelle politique d'insertion pour les jeunes à risque de décrochage ou descolarisés : rôles respectifs de l'École, d'organismes spécialisés comme les missions locales et organismes d'insertion des jeunes ? Comment assurer un accès équitable et efficace à l'enseignement supérieur ?

C'est à une telle problématique que s'attache cet atelier qui, par l'échange de bonnes pratiques et au-delà des spécificités propres à chaque pays, vise à préconiser des moyens de mise en œuvre de nouveaux modes d'accompagnement des élèves dans la construction de leur parcours de formation et d'insertion tout au long de la vie.

→ Sous-thème 1 : Apprendre à s'orienter, éduquer au choix

Aujourd'hui, l'orientation est au centre de mutations importantes accompagnant les nouvelles politiques de la formation tout au long de la vie. Les attentes sociales en matière d'orientation privilégient aujourd'hui l'acquisition de méthodes personnelles d'orientation, c'est à dire le développement de l'autonomie et de l'esprit d'initiative. La plupart des États membres de l'Union européenne ont entrepris des réformes des programmes d'éducation et lancé des programmes de développement des compétences de base témoignant de cette évolution vers le développement de compétences qui préparent les jeunes à la vie adulte. La recommandation européenne sur les Compétences clés pour l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie (2006) constitue un cadre de référence venant appuyer les efforts des États pour l'enseignement de ces compétences.

Le premier sous-thème de cet atelier vise, dans ce contexte, et à partir de l'examen de bonnes pratiques, à dégager les leviers à privilégier pour donner aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires pour s'investir efficacement dans une démarche active d'orientation et dans un parcours de formation professionnelle les conduisant à une qualification. Comment en effet la compétence à l'orientation est-elle

prise en compte dans les compétences de base ? Quelles activités pédagogiques permettent, au sein du cursus scolaire et universitaire, de développer ces compétences et de préparer l'orientation ? Sont-elles suffisantes pour promouvoir l'égalité des chances dans un contexte d'orientation professionnelle ? Comment la découverte des métiers et du monde du travail est-elle prise en compte dans l'enseignement ? Quelle formation et quelles compétences nouvelles sont requises pour les enseignants et les professionnels de l'orientation ?

→ **Sous-thème 2 : *Quel accompagnement pour les jeunes en difficulté ?***

Dans l'Union des 27, un jeune sur six âgé de 18 à 24 ans quitte l'école sans avoir été plus loin que le premier cycle de l'enseignement secondaire et ne suit aucun autre type d'enseignement ou de formation par la suite. À l'université, le taux d'abandon en cours de cycle, malgré la mise en place de stratégies pédagogiques particulières, reste élevé et questionne vivement les politiques publiques d'orientation.

La question des sorties massives du système de formation sans diplôme ou qualification est un véritable problème public pour beaucoup d'États membres de l'Union européenne.

Qu'il s'agisse de difficultés au cours de l'enseignement obligatoire ou de transition délicate du secondaire vers le supérieur, les problèmes liés à l'orientation sont, parmi les nombreuses causes des sorties précoces du système éducatif, des facteurs de rupture déterminants.

Cette situation questionne les procédures institutionnelles de gestion des parcours d'élèves (phénomènes de tri scolaire) et les stratégies éducatives d'accompagnement des jeunes en difficulté.

Comment l'orientation peut-elle contribuer à un meilleur engagement des jeunes dans leur formation ? Quelles stratégies pédagogiques et institutionnelles mettre en œuvre pour retenir les jeunes en situation de décrochage ? Comment coordonner les différents dispositifs d'information, d'orientation et d'insertion ?

Les membres de l'atelier seront amenés à réfléchir sur les politiques de repérage, d'accompagnement et de suivi des jeunes qui rencontrent des difficultés dans leur scolarité et dans leurs études, de confronter les pratiques et politiques d'insertion des jeunes déscolarisés. Il s'agira ensuite d'identifier les points sensibles sur lesquels les politiques publiques doivent évoluer et d'émettre des recommandations permettant de les améliorer.

Atelier 3 : *Aménager/Accompagner les transitions tout au long de la vie*

La coordination de la préparation de cet atelier a été assurée par le CEREQ.

Les conditions d'accès à la formation et à l'emploi, que ce soit celles des jeunes avec la formation initiale et l'insertion professionnelle, ou celles des adultes en devenir de formation continue et de mobilité posent des questions directes aux politiques d'orientation. Comment en effet, tout en respectant la liberté de choix de l'individu, favoriser les parcours les plus profitables sur le marché du travail, si ce n'est par une connaissance précise de ces parcours ? C'est à une telle approche des parcours de formation et d'insertion que s'attache le présent atelier, en distinguant la transition de la formation initiale vers les premiers emplois, et la mobilité des adultes "tout au long de la vie". Le développement stratégique de l'enseignement supérieur en Europe prend en outre une place particulière avec les conditions de formation et d'insertion professionnelle qu'il offre à des cohortes de plus en plus nombreuses de jeunes.

→ Sous-thème 1 : *Transition entre formation initiale et emploi : le cas des sortants de l'enseignement supérieur*

La transition de l'école vers l'emploi est loin d'être immédiate pour tous et les relations entre école et monde économique prennent des formes fortement différenciées selon les pays de l'Union européenne. Les jeunes quittant le système éducatif constituent une catégorie d'actifs dont la position sur le marché du travail, plus ou moins singulière, dépend du contexte national. Cette singularité nationale s'explique autant par la nature de la formation initiale dispensée (importance et diversité des filières de formation professionnelle et d'enseignement général) et de ses modes d'articulation avec le système productif (mode de définition des contenus des programmes, existence de modalités de formation professionnelle initiale en alternance, possibilités de concilier travail et études) que par le type de relations professionnelles structurant le marché du travail et qui détermine la place faite aux débutants dans les recrutements réalisés par les entreprises. Un large spectre de configurations nationales est observé qui conduisent à distinguer depuis les situations où les jeunes débutants ne se différencient guère de leurs aînés plus expérimentés dans l'accès aux emplois et dans les possibilités de valoriser leur diplôme, jusqu'aux situations où ils apparaissent particulièrement stigmatisés sur le marché du travail à la fois dans les recrutements et la valorisation du diplôme.

Le choix a été fait de mettre les transitions au sortir de l'enseignement supérieur au cœur de cet atelier. Cela s'explique en raison des priorités européennes fixées à Lisbonne d'évolution vers une société de la connaissance devant aller de pair avec une élévation du niveau de qualification de l'ensemble de la population.

D'ores et déjà, la proportion des jeunes poursuivant des études dans l'enseignement supérieur s'accroît dans tous les pays de l'UE et de l'OCDE. Mais déjà à ce jour, en même temps que cet accroissement en volume de la population étudiante, c'est aussi sa diversification qui suscite de nombreux problèmes et besoins d'ajustements tout à la fois des structures et des programmes. L'abandon en début d'études souvent causé par une mauvaise préparation mais également l'accroissement du nombre de diplômés ayant des difficultés à trouver un emploi, posent des questions directes aux politiques d'orientation.

La nature des institutions maintenant incluses dans ce que l'on qualifie de plus en plus de secteur tertiaire de l'enseignement incite à poser différemment les questions de l'orientation. Dans un certain nombre de pays une tendance à la professionnalisation de l'enseignement tertiaire se dégage. En France par exemple, ceci a pris la forme de nouvelles filières dans l'enseignement universitaire (les licences professionnelles) qui ont suivi la création des instituts universitaires technologiques (IUT). S'en suit une diversification des publics et des contenus d'enseignement ouvrant une palette plus large de choix pour les individus mais rendant plus complexes les questions d'orientation. Car professionnalisation ne veut pas dire orientation.

La plupart des pays européens font état d'une plus grande concurrence entre établissements de l'enseignement tertiaire, qui cherchent à attirer les étudiants et les ressources financières qui vont avec. L'insertion de leurs élèves sur le marché du travail ainsi que le déroulement positif de leur carrière deviennent souvent un élément de leur image commerciale. Cela donne lieu à de nombreuses initiatives prises par les établissements pour rapprocher étudiants et entreprises. Des coopérations Universités-Entreprises existent dans la plupart des pays. D'autres initiatives impliquent des universités aidant leurs étudiants à développer leur projet éducatif vers une meilleure transition à la vie active.

→ Sous-thème 2 : *Les transitions professionnelles tout au long de la vie*

La sécurisation des transitions professionnelles et du retour à l'emploi des chômeurs et des bénéficiaires de minimas sociaux est devenue une préoccupation centrale en Europe au cours des dernières années. Le Danemark et le Royaume-Uni font figure de référence en la matière. Les Néerlandais puis les Danois ont développé un modèle d'activation – la flexicurité – qui contribue à alimenter le débat communautaire et français. Quant aux Britanniques, ils ont emprunté la voie typiquement anglo-saxonne du *workfare*. Ces modèles constituent des tentatives très différentes pour favoriser la ré-articulation entre le marché du travail, la protection sociale et la formation. Depuis la fin des années 1980, au gré des réformes institutionnelles successives, la France oscille entre ces deux approches, à la recherche d'une troisième voie. L'objectif de l'activation "à la française" est d'organiser la transition entre un modèle social historiquement fondé sur la sécurité de l'emploi vers un modèle privilégiant la sécurisation des parcours professionnels. La finalité sera ici de dégager les spécificités de ces modèles et de leurs variantes en fonction du contexte institutionnel et sociétal dans lequel elles se développent.

Dans la plupart des pays, les services destinés aux adultes en emploi sont sous-développés dans les secteurs public et privé. Pour favoriser l'apprentissage tout au long de la vie il est indispensable que les travailleurs en emploi puissent disposer de services d'orientation professionnelle en plus grand nombre. Afin de rendre plus opérationnel le service aux salariés, la France a souhaité donner une mission d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des personnes, qu'elles disposent ou non d'un emploi (ART L 5312 – 2 du code du travail issu de la loi du 13/02/08) au futur opérateur unique en cours d'installation, ce qui représente une évolution par rapport aux missions actuelles du service de l'emploi. Ce sont avant tout la lisibilité et la reconnaissance des parcours professionnels tout au long de la vie qui seront les meilleurs outils de facilitation des transitions professionnelles, pour les personnes et pour les entreprises. Les politiques et dispositifs existants en France (VAE/ construction du Répertoire National des Certifications Professionnelles connecté désormais avec les emplois métiers du ROME, attestations d'activité) fourniraient un réservoir de dispositifs d'où l'on pourrait extraire un témoignage car il s'agit bien, au-delà des barrières d'âges et de statuts, de faciliter la portabilité des droits d'une part mais aussi la portabilité des compétences acquises par les personnes.

Par ailleurs, malgré le fait qu'elles soient les mieux placées pour savoir que leurs employés ne resteront probablement pas en leur sein durant toute leur carrière, et oubliant les externalités positives générées par de tels dispositifs, rares sont les entreprises mettant à la disposition de leurs salariés des services de développement de carrière. Seules parfois les très grandes entreprises proposent des services en ce sens. Toutefois, ils restent bien souvent limités aux seuls cadres et dans une perspective interne à l'entreprise, et non à l'ensemble du personnel.

Curieusement, les syndicats ne manifestent que peu d'intérêt à l'égard de la création de services d'orientation professionnelle. Lorsqu'ils offrent eux-mêmes ces services, ils sont en général dispensés par un personnel non formé et sont plutôt axés sur l'accès à la formation que sur l'orientation professionnelle dans son acception plus générale.

GESTALTUNG VON ÜBERGANGSPHASEN: BERATUNG FÜR LEBENSLANGES LERNEN IM EUROPÄISCHEN RAUM PROBLEMATIK

Frankreich hat anlässlich seiner Präsidentschaft der Europäischen Union im zweiten Halbjahr 2008 vorgeschlagen, die Berufsberatung als vorrangiges Thema der Konferenzen für den Aus- und Weiterbildungsbereich aufzunehmen. Warum und in welcher Form?

1. Zusammenhänge und Herausforderungen einer europäischen Kooperation im Bereich der Berufsberatung

Die Mitgliedstaaten, welche über die gesamte Kompetenz im Bereich der Schul- und Berufsberatung verfügen, werden zur Zusammenarbeit aufgefordert, um zusammen, in einem gemeinsamen Arbeitsmarkt, „die Herausforderung der Wissensökonomie“, das strategische Ziel von Lissabon anzunehmen. Denn die lebenslange Beratung gilt auf gemeinschaftlicher Ebene als Schlüsselement und trägt zur Umsetzung der drei Prioritäten der Strategie bei: der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit, dem Kampf gegen Ausgrenzung, der Wirksamkeit der Politik im Bereich der Beschäftigung und des Arbeitsmarktes.

Alle europäischen Gesetze, die seit 2001 in Kraft getreten sind, empfehlen, „die Politik, die Systeme und Praxis der Information, Berufsorientierung und Beratung zu verstärken“, vor allem im Rahmen des Programms „Aus- und Weiterbildung 2010“. Diese Konferenz ist somit ein Teil der ständigen Politik der europäischen Union und unterstreicht die Notwendigkeit, die schulische und universitäre Beratung im größeren Zusammenhang der lebenslangen Berufsberatung zu betrachten.

Die Resolution hebt folgende Faktoren hervor, die für den Ausbau der Systeme in den Mitgliedstaaten ausschlaggebend sind:

- die Entwicklung von Beratungssystemen für alle Bürger in jeder Lebensphase, damit sie ihren beruflichen Weg und Übergangphasen gestalten können;
- leistungsfähigere Qualitätssicherungsmechanismen;
- die notwendige Verstärkung der Strukturen mit Hilfe aller Beteiligten: Sozialpartner, Ministerien, Arbeitsämter, Leistungserbringer, Berufsberater, Bildungseinrichtungen, Eltern und Jugendliche.

Sie lädt die Mitgliedsstaaten zur „Schaffung einer wirksamen Zusammenarbeit und Koordinierung der Berufsberatungseinrichtungen auf nationaler, regionaler und lokaler Ebene ein, damit ein breiterer Zugang geschaffen und deren Kohärenz zu gewährleistet wird, insbesondere für Gruppen, die sich in einer prekären Lage befinden; weiters zur Ermutigung der Schulen, Einrichtungen der höheren Bildung und Ausbildungsorganisationen, autonome Lerntechniken zu fördern, damit die Jugendlichen und Erwachsenen ihren Ausbildungsweg und ihre Karriere effizient gestalten können.“

Zudem lädt sie dazu ein, die gemeinsamen Ausbildungsaktivitäten der Mitgliedsstaaten zu nutzen, vor allem für Ausbildungsprogramme von Berufsberatern, in denen die Bewusstseinsbildung für die Gleichheit von Frau und Mann enthalten ist.

Die europäische Zusammenarbeit hat bereits durch bestehende Organisationen und Kooperationsnetzwerke Gestalt angenommen, die im Bereich der Berufsberatung entstanden sind und Folgendes umfassen:

- zur Entwicklung von politischen Strategien, ständige Einrichtungen wie das CEDEFOP (europäisches Zentrum für die Förderung der Berufsbildung), das 1975 gegründet wurde;
- auf praktischer Ebene, das „Euroguidance“-Netzwerk, welches die Organisationen zur Information der Berufsberater verbindet, mit dem Ziel die Mobilität in Europa zu fördern; in Frankreich basiert dies auf zwei Bestandteilen, der Beschäftigung und Ausbildung.

Seit der Konferenz von Jyväskylä in Finnland im Jahr 2006 bemühen sich die Mitgliedsstaaten in einer stärker praxisbezogenen Phase des gemeinsamen Lernens, eine wirksame Entwicklung einer nationalen Politik der lebenslangen Beratung zu fördern. Dies ist das Ziel des Europäischen Netzwerks für die Entwicklung der Politik einer lebenslangen Bildungsberatung (*European Lifelong Guidance Policy Network*), dem Frankreich kürzlich beigetreten ist.

Im gleichen Sinne hat sich die unter der französischen Präsidentschaft organisierte Konferenz „Beratung – Übergangsphasen gestalten“, zum Ziel gesetzt, auf Basis der Aktualisierung des Berichts der CEDEFOP von 2006, den Fortschritt bei der Umsetzung der Resolution von 2004 zu bewerten und neue Konvergenzmöglichkeiten entstehen zu lassen.

2. Themenvorschläge für die Konferenz „Beratung – Übergangsphasen gestalten“

→ **Thema 1 : Wie kann Beratung zu Chancengleichheit in der Aus- und Weiterbildung beitragen?**

Da Frankreich genau so wie andere Länder mit dem Problem einer großen Zahl von unqualifizierten Schulabgängern konfrontiert ist, auch aus dem Bereich der höheren Bildung, möchte es im Zuge der Pflichtschulbildung junger Menschen die Beratung im Rahmen der gemeinsamen Wissensbasis und zu erlangenden Kompetenzen verstärken. Frankreich beabsichtigt daher, schulische Ausgrenzung zu verhindern und Chancengleichheit zu schaffen, einschließlich des Zugangs zur höheren Bildung. Aus diesem Ziel ergeben sich folgende Fragen:

- wie können das Entdecken von Berufen, die Entwicklung von Autonomie und Initiativegeist, eine der acht europäischen Hauptkompetenzen, zu einer positiven Beratung beitragen, Schulabbrüche verhindern und Vorurteile bekämpfen?
- welche Beratungspolitik kann für die Eingliederung jugendlicher Schulabbrecher gemacht werden: welche Rolle spielen die Schule, Fachorganisationen auf lokaler Ebene und Organisationen zur Eingliederung Jugendlicher?
- wie kann man einen gerechten und effizienten Zugang zur höheren Bildung gewährleisten?

Es geht darum, die Wahlmöglichkeiten der höheren Bildung und die Erfolgsaussichten besser zu verdeutlichen, indem die Wahlfreiheit künftiger Studenten und deren Bedarf nach klarer und objektiver

Information in Einklang gebracht werden, wobei dieser Bedarf umso größer ist, je stärker die Autonomie der Bildungseinrichtungen ist.

→ **Thema 2 : Welche Beratungsmöglichkeiten gibt es im Berufsleben und für dessen gesamte Dauer?**

→ *Der Übergang vom Studium zur Beschäftigung im Rahmen der Ziele von Lissabon*

Frankreich hat soeben im Gesetz für Berufsberatung und –eingliederung im Rahmen der Aufgaben des öffentlichen Dienstes der höheren Bildung die Modernisierung des Licence-Studiums festgeschrieben, damit es die berufliche Eingliederung oder die Weiterführung des Studiums erleichtert. Daher verfolgt Frankreich die Praxis seiner Partner mit großer Aufmerksamkeit, besonders in Bezug auf die Einbindung von Unternehmen während und am Ende der Ausbildung.

→ *Gestaltung der Berufswahl und beruflicher Übergangsphasen im Laufe des Lebens.*

Durch dieses Ziel wird die Berufswahl durch die ursprüngliche Ausbildung weniger entscheidend. Es macht aber die Weiterentwicklung folgender Einrichtungen notwendig:

- des öffentlichen Dienstes im Bereich der Bildung und Beschäftigung;
- der Sozialpartner, die eine wichtige Rolle in der Ausbildung und lebenslangen Weiterbildung spielen, insbesondere in der Erstellung und Umsetzung von Informations- und Beurteilungsverfahren, die sich an Erwachsene, Beschäftigte oder Arbeitssuchende richten;
- der Unternehmen, die eine zunehmende Rolle in der Weiterbildung Erwachsener sowie in der Gestaltung von Berufswegen und Berufswechseln spielen. Um die Aufrechterhaltung der Beschäftigung und allgemeiner die Beschäftigungsfähigkeit zu fördern, sollten die Beratung, die Bewertung der Erfahrung, die berufliche Eingliederung und Informationswege wie Beratung und persönliche Beurteilung besser strukturiert sein.

Es ist notwendig die Entwicklung von Beschäftigung und Qualifikation fortzuführen, die in Frankreich vom CEREQ (Studien- und Forschungszentrum für Qualifikation) durchgeführt wird, sowohl um sich in der anfänglichen Ausbildung zurechtzufinden, als auch Zugang zu Weiterbildung für eine kontinuierliche Anpassung zu finden.

→ **Thema 3 : Welche Organisationsform sollen Beratungsstellen aufweisen?**

→ *Wie kann man qualitativ hochstehende Information auf europäischer, nationaler, regionaler und lokaler Ebene gewährleisten?*

Man muss ein nationales Informations- und Verlagssystem – so wie jenes des ONISEP (staatliches Büro für Bildungs- und Berufsinformation) in Frankreich – mit den Initiativen der Gebietskörperschaften und Sozialpartner koordinieren. Dazu bedarf es des Einsatzes, damit sich die Informationsquellen, die den Jugendlichen zur Verfügung stehen, besser ergänzen, um ihnen bei der Wahl von Ausbildung, Karriere oder Beruf zu helfen. In Frankreich ist dies beispielsweise das Ziel des Portals „Orientation formation“, dessen Kern das „Centre-info“ ist, oder in Großbritannien das *Learnirect*.

Die gleiche Informationsqualität soll auch auf europäischer Ebene erreicht werden, um die Mobilität in Europa für jene zu erleichtern, die eine grenzüberschreitende Ausbildung oder Karriere verfolgen wollen, die durch die Arbeit des Netzwerkes „Euroguidance“ unterstützt wird.

→ *Wie kann man den Zugang zu Information und Beratung für alle Bürger der jeweiligen Länder sicherstellen: welche regionale und lokale Koordination gibt es?*

Die Bedeutung der regionalen und lokalen Ebene für die Organisation der Beratung sollte aus der Konferenz hervorgehen. Die Region (Rhône-Alpes), die für deren Abhaltung vorgeschlagen wurde, engagiert sich besonders darin, eine Koordinierung von Staat, Region und Sozialpartnern aufzubauen.

→ *Wie kann man den Zugang zu Bildungsberatung für verschiedene Altersstufen sicherstellen?*

Die Konferenz wird, unter Berücksichtigung der unterschiedlichen Situationen, die Mittel aufzeigen, mit denen kontinuierliche Berufsberatung für unterschiedliche Altersstufen und Übergangsphasen gewährleistet werden können. Sie wird die fachlichen Eigenschaften hervorheben, die zur Sicherung dieser Kontinuität hinsichtlich der Reflexion im Zuge der Qualitätsentwicklung oder Qualitätssicherung in diesem Bereich notwendig sind.

In Bezug auf die Beratung im schulischen Umfeld wird die Konferenz die Aufgaben hervorheben, die den verschiedenen Personalgruppen zufallen und die Rolle der psychologischen Kompetenz präzisieren, um eine schulische Beratung abzustimmen, bei der die individuellen Potenziale und eine berufliche Beratung gefördert werden, welche die Entwicklung des Arbeitsmarktes berücksichtigen.

Betreffend die lebenslange Beratung, werden die Arbeiten des europäischen Netzwerkes verschiedene Koordinierungsmöglichkeiten der Beratungsstellen von unterschiedlichen Institutionen aufzeigen. Im Lichte der Erfahrungen und bewährten Praxis verschiedener europäischer Staaten, wird die Konferenz aufzeigen, wie sich das Know-how von Lehrern, Berufsberatern, Beratern für die Jugendbeschäftigung, Weiterbildungs- oder Vermittlungsorganisationen oder der Beratungsorganisationen verbinden lässt und wie die Information im Kontakt mit den Berufsbranchen und Gebietskörperschaften verbessert werden kann.

Abschließend wird die Abstimmung der Beratungspolitik in Europa unter Berücksichtigung der nationalen Kontexte untersucht werden.

Die Beratungsqualität soll durch ihre Fähigkeit, sich der Herausforderung der Chancengleichheit zu stellen, um alle Talente aufzuspüren und die beste Antwort auf die Entwicklungen am Arbeitsmarkt zu bieten, ein unerlässlicher Bestandteil in der Förderung des lebenslangen Lernens im Hinblick auf die „Wissensökonomie“ werden. Die Ergebnisse der Konferenz werden eine Bereicherung für die europäische Reflexion darstellen. Auf dieser Grundlage **wird ein Aktionsplan „für lebenslange Beratung“ in Form einer Resolution anlässlich des Ministerrates „Bildung“ vom 20. bis 21. November 2008 vorgeschlagen werden.**

BERATUNG FÜR LEBENSLANGES LERNEN IM EUROPÄISCHEN RAUM EUROPÄISCHEN RAUM KONFERENZPROGRAMM

Mittwoch 17. September, vormittags

- 9 Uhr** **Empfang der Teilnehmer**
- 9.30-10.10 Uhr** **Begrüßung** durch **Hern. Jean-Michel DACLIN**, Stellv. Bürgermeister von Lyon.
Eröffnung der Konferenz
– **Hr. Jean-Louis NEMBRINI**, Generaldirektor für Schulbildung, Hauptdelegierter des Konferenz;
– **Frau Odile QUINTIN**, Generaldirektorin für Bildung und Kultur in der Europäischen Kommission.
- 10.10-10.30 Uhr** – **Hr. Thomas CHAUDRON**, Unternehmensleiter, Zentrum für junge Führungskräfte.
- 10.30-** Pause
- 11-11.30 Uhr** – **Hr. Christian-Friedrich LETTMAYR**, Stv. Direktor des CEDEFOP
- 11.30-12 Uhr** – **Hr. Raimo VUORINEN**, *PhD*, Projektmanager, *Institute for educational research*, Universität Jyväskylä, Finnland, Koordinator des Europäischen Netzwerks für die Entwicklung eines Konzepts für lebenslange Beratung.
- 12-12.15 Uhr** **Beiträge** (die Sitzung wird von **Hrn. Régis GUILLET**, Chefredakteur von *Télé Lyon Métropole (TLM)*, geleitet:
– Ein arbeitender Erwachsener: **Hr. Didier BOUCHARD**, Confrançon (Ain), Frankreich;
– Ein Student: **Hr. Mohamed BENABDALLAH**, Schüler einer speziellen Vorbereitungs-klasse, Metz, Frankreich.
- 12.30 Uhr** **Mittagessen**

Mittwoch 17. September nachmittags: Workshops

- 14-15.30 Uhr** **1. Unterthema**
- 15.30-16.45 Uhr** **2. Unterthema**
- 16.45 Uhr** Pause
- 17.15-18 Uhr** **Ansprache** von **Hrn. Xavier DARCOS**, Bildungsminister (Frankreich) (Pressekonferenzen).
- 19.30 Uhr** **Empfang** im Rathaus von Lyon.
- 20.30 Uhr** **Abendessen** auf dem Kreuzschiff *Hermes*, auf der Rhône und der Saône.

WORKSHOPS: THEMEN UND TEILNEHMER

1. Workshop: *Welche Informations- und Service-Qualität? Wie geht die Koordinierung der Akteure vor sich?*

Präsident - Moderator: Hr. Hervé DE MONTS DE SAVASSE, Direktor des ONISEP, Paris, Frankreich.

Berichterstatter: Hr. John MC CARTHY, Direktor des ICCDPP (Internationales Netzwerk für Informationen und Wissen zur Karriereentwicklung und Beratung).

Experten:

→ **1. Unterthema: *Die wesentlichen Eigenschaften eines Informationssystems***

- **Frau Paula HARDWICK**, *Partnership Manager, Learndirect*, Sheffield, Großbritannien;
- **Hr. Alain TAUPIN**, stellvertretender Direktor des ONISEP, Paris, Frankreich.

→ **2. Unterthema: *Service-Qualität und Koordinierung aller Akteure***

- **Hr. Philippe DAUBIGNARD**, Chef des akademischen Dienstes für Information und Beratung, Schulrat Lyon, Frankreich;
- **Hr. Steffen JENSEN**, Direktor der Beratungsabteilung im Bildungsministerium, Kopenhagen, Dänemark;
- **Experte / Diskussionsteilnehmer: Hr. Tony WATTS**, Verfasser des Berichts über die „Koordinierungsinstanzen“ des CEDEFOP.

2. Workshop: *Beratung und Eingliederung: Vorbeugen von Abgängen ohne Qualifikation*

Präsident - Moderator: Hr. Claude THÉLOT, Verfasser des Berichts der Kommission der staatlichen Debatte über die Zukunft der Schule „Für den Erfolg aller Schüler“, Paris, Frankreich.

Berichterstatter: Hr. Jos NOESEN, Missionsbeauftragter des Bildungsministeriums und der Berufsbildung, Luxemburg.

Experten:

→ **1. Unterthema: *Lernen, sich zu orientieren, und die richtige Wahl zu treffen***

- **Dr. Gerhard KRÖTZL**, Ministerium für Unterricht, Kunst und Kultur, Abteilung für Politik der lebenslangen Beratung, Wien, Österreich;
- **Hr. Philippe AUGÉ**, Vorsitzender der nationalen Direktorenkonferenz des SCUIO-IP, Paris, Frankreich.

→ **2. Unterthema: *Welche Unterstützung für Jugendliche in Schwierigkeiten?***

- **Dr. Dermot STOKES**, Direktor des *Youthreach*, staatliches Bildungsprogramm für die zweite Chance für vorzeitige Schulabgänger, Dublin, Irland;
- **Frau Aleksandra SOKOLOVA**, Ministerin für Bildung und Wissenschaft, Vilnius, Litauen;
- **Experte / Diskussionsteilnehmer: Frau Marian MORRIS**, *Northern Office de la National Foundation for Educational Research*, York, Großbritannien.

3. Workshop: *Vorbereitung / Unterstützung für lebenslange Veränderungen*

Präsident - Moderator: Hr. Michel QUÉRÉ, Direktor des CÉREQ, Marseille, Frankreich.

Berichterstatter: Hr. Matthis BEHRENS, Direktor des Instituts für pädagogische Forschung Dokumentation (IRDP), Neuchâtel, Schweiz.

Experten:

→ **1. Unterthema: *Der Übergang von der Ausbildung zur Beschäftigung: das Fallbeispiel von Hochschulabgängern***

– **Hr. Alberto LOPEZ**, Chef der Abteilung Eintritt in das Arbeitsleben, CEREQ, Marseille, Frankreich;

– **Frau Paula FERRER-SAMA**, Universität für Fernstudien in Madrid, Büro für schulische und berufliche Beratung, Generalsekretärin des Netzwerks FEDORA (Europäisches Forum für akademische Beratung), Madrid, Spanien.

– **Experte / Diskussionsteilnehmer: Hr. Michel LUSSAULT**, Präsident der AMUE (Agentur für wechselseitige Nutzung der Universitäten und Institute), Vizepräsident der CPU (Universitätspräsidentenkonferenz), Frankreich.

→ **2. Unterthema: *die lebenslangen beruflichen Veränderungen***

– **Prof. Dr Günther SCHMID**, Direktor von *Research Unit Labor Market Policy and Employment*, WZB, Berlin, Deutschland;

– **Hr. Dominique CROCHU**, Direktor des FONGECIF Bretagne, Rennes, Frankreich;

– **Experte / Diskussionsteilnehmer: Hr. Philippe BEL**, Direktor für Strategie in der Arbeitsmarktverwaltung ANPE, Paris, Frankreich.

Dienstag 18. September, vormittags

9.00-10.00 Uhr **Arbeitsberichte vom Vortag aus jedem Workshop** und Diskussion im Hinblick auf die Erstellung des Entschließungsentwurfs.

10.00-10.30 Uhr Pause

10.30-12.00 Uhr **Vollversammlung** unter der Leitung von **Hrn. Régis GUILLET**, Chefredakteur von *Télé Lyon Métropole (TLM)*.

10.30-10.50 Uhr **Arbeitsbericht vom 1. Workshop** durch **Hrn. John MC CARTHY**.

10.50-11.10 Uhr **Arbeitsbericht vom 2. Workshop** durch **Hrn. Jos NOESEN**.

11.10-11.30 Uhr **Arbeitsbericht vom 3. Workshop** durch **Hrn. Matthis BEHRENS**.

11.30-12.00 Uhr **Debatte** in Blickrichtung der Abfassung einer Resolution.

Dienstag 18. September, nachmittags

13.30-16.00 Uhr **Vollversammlung** unter dem Vorsitz von **Frau Liliana SCARLAT**, *Senior adviser*, Ministerium für Arbeit, Familie und Chancengleichheit, Bukarest, Rumänien.

13.30-13.45 Uhr **Hr. Bernard SAINT-GIRONS**, ressortübergreifender Abgeordneter für Beratung.

13.45-15.30 Uhr **Vorschlag des Resolutionsprojekts und runder Tisch** zum Thema der Rolle und den Verantwortlichkeiten der Hauptentscheidungsträger.
Moderator: Hr. George ASSERAF, Generalinspektor der staatlichen Bildungs- und Forschungsverwaltung, Paris, Frankreich.

Beiträge von:

- **Hr. Jean-Paul DE GAUDEMAR**, Rektor der Akademie Aix-Marseille, Frankreich;
- **Hr. Gordon CLARK**, Europäische Kommission, Chef der Einheit „Entwicklung für lebenslange allgemeine Bildung, Berufsbildung und Kooperation“;
- **Professor Ronald G. SULTANA**, Direktor, *Euro-Mediterranean Centre for Educational Research, University of Malta*, Msida, Republik Malta;
- **Frau Marie-France VIEUX-MARCAUD**, Regionalrat Rhône-Alpes, Vizepräsidentin für Mittelschulen und Grundausbildung, Frankreich;
- **Hr. Joël DECAILLON**, Sekretär des Europäischen Gewerkschaftsbundes, Brüssel;
- **Fräulein Claire GUICHET**, ESU (*European Students' Union*), Brüssel;
- Ein Vertreter von *BusinessEurope*.

15.30-16.00 Uhr **Abschluss**
Hr. Patrick HETZEL, Generaldirektor für Hochschulwesen, ministerium für Hochschulwesen und Forschung, Frankreich.

BERATUNG FÜR LEBENSLANGES LERNEN IM EUROPÄISCHEN RAUM EUROPÄISCHEN RAUM GENAUE PROGRAMM DER ARBEITSGRUPPEN

1. Workshop: Welche Informations- und Service-Qualität? Wie geht die Koordinierung der Akteure vor sich?

Die Vorbereitung dieser Arbeitsgruppe wird von ONISEP koordiniert.

- Leitung – Moderation – **Hr. Hervé DE MONTS DE SAVASSE**, Direktor von ONISEP.
- Referent: **Hr. John MC CARTHY** – Direktor des ICCDPP (Internationalen Zentrums zur Verbreitung einer erfolgreichen Bildungspolitik).

Die lebenslange Bildungsberatung in der Europäischen Union setzt Mittel und Wege ein, die von Beratern aus sehr unterschiedlichen Bereichen und Organisationen entwickelt wurden.

Die heutigen jungen Schüler in Europa werden bis 2050 arbeiten und dabei mehrmals ihren Arbeitsplatz wechseln. Sie haben eine mittelfristige Perspektive. Mobile Arbeitssuchende oder in Umschulung befindliche Personen sind kurzfristig, manchmal für den sofortigen Einsatz verfügbar.

Überall in Europa benötigen die Bürger einen Zugang zu einem Service, das ihnen Sichtbarkeit, Dialog und Beratung bietet und ihnen dabei die Möglichkeit gibt, ihre Pläne und Eingliederung in den Arbeitsmarkt vertrauensvoll und sicher zu gestalten.

Sensibilisierung, Information und Entscheidung sind die schematischen Schritte des Beratungsprozesses. Jeder davon bietet je nach Zeitpunkt, Zusammenhang und eingesetzte Mittel, Begleitung und Beratung.

Ziel der Arbeitsgruppe 1 ist es, diese Problemstellungen unter den zwei Gesichtspunkten der Qualität und der Koordinierung zu betrachten. Diese zweifache Sichtweise begünstigt die Gegenüberstellung und gemeinsame Umsetzung der Betrachtungen, Strategien und Ergebnisse, um in den Mitgliedsstaaten zum Nutzen der Bürger eine Beratungsdynamik zu stärken, zu der die Institutionen und handelnden Personen beitragen.

*Nach einer kurzen Eröffnung mit der Vorstellung der Problematik durch **Hr. Hervé DE MONTS DE SAVASSE**, werden die zwei Unterthemen behandelt.*

→ 1. Unterthema: Die wesentlichen Eigenschaften eines Informationssystems

Es geht um eine Betrachtung der Qualität des Systems hinsichtlich der Eigenschaften der Information selbst, unter den Gesichtspunkten der Verlässlichkeit, Objektivität, ihrer unvoreingenommenen Anpassung

an die Heterogenität der Menschen und der Länder, sowie um die Diskussion darüber, wie sie sich im komplexen und stark beweglichen wirtschaftlichen und technologischen Umfeld produzieren, verbreiten und finanzieren lässt.

Besondere Berücksichtigung finden dabei die Kommunikation und der Zugang zu den Mitteln für eine Gewährleistung der Transparenz und Flüssigkeit.

→ **Zusammenhänge und Problemstellung der Informationspolitik für die Beratung**

Das wirtschaftliche Umfeld sowie die Verbreitung von Information und Kommunikation unterliegen raschen Veränderungen, die Zeitabläufe von Unternehmen und Ausbildungssystemen klaffen weit auseinander, die Erwartungen der Öffentlichkeit sind vielfältig und werden immer individueller.

Das Publikum lässt sich außerdem in 3 Gruppen unterteilen, die Hochgebildeten, eine breite Mittelschicht und eine Gruppe mit großen Schwierigkeiten. Wie lässt sich unter diesen Bedingungen der Einsatz von Informationssystemen und Mitteln optimieren, um Antworten zu finden, welche die Ansprüche von Qualität, Kohärenz, Interaktivität, verlässlicher und ernsthafter Benutzergerechtigkeit erfüllen, und wie kann man diese evaluieren? Diese Frage macht es notwendig, Wege zu suchen, um die verschiedenen Mittel und deren Förderung bestmöglich an die betroffenen Menschen anzupassen.

Unterschiedliche Zugangsweisen zu Information und Berufsberatung wurden in den Mitgliedsstaaten umgesetzt. Schriftliches oder **multi-mediales** Material, Fernbetreuung oder direkter Kontakt, telefonische Plattformen oder Webservices, die Palette ist breit gefächert.

→ **Für eine koordinierte und kohärente Information**

Es scheint, dass die eingesetzte Dynamik zur Schaffung eines geeigneten Dienstleistungsangebotes ein Zusammenspiel mehrerer Ebenen betrifft:

- Das Zusammenspiel verschiedener Bildungswege unter Berücksichtigung der „Eigenschaften von Bildungseinrichtungen“, des Zugangs, des Inhalt, der Berufsaussichten, der Berufswege, welche ihrerseits die Kenntnis der Berufe und ihrer wirtschaftlichen und länderspezifischen Begleitumstände berücksichtigen;
- Das Zusammenspiel zwischen den informellen und institutionellen Forderungen, welche die Frage der Pädagogik in der Information sowie der Mediation und Begleitung aufwerfen.

→ **Geplante Diskussion im Rahmen des 1. Unterthemas:**

Anhand der Formen „learn direct“ und Telefonberatung (Teilnehmer **Frau Paula HARDWICK** und **Hr. Alain TAUPIN**), können die Verlässlichkeit und Stichhaltigkeit der Beratungsangebote betrachtet werden, und wie sie den Bedürfnissen der Beratungssuchenden gerecht werden.

→ **2. Unterthema: *Service-Qualität und Koordinierung aller Akteure***

Es wird untersucht, wie die handelnden Personen und Dienstleistungen in die Funktionen der Begleitung und Beratung im Hinblick auf Kompetenzen und Berufsprofile sowie Evaluierung und Dauerhaftigkeit der Mittel eingebunden werden.

Die Erforschung der Dynamik der Zusammenarbeit und der institutionellen Zusammenlegung wird einer der wesentlichen Punkte des 2. Unterthemas sein.

→ **Qualität der Beratungsstellen**

Im Laufe des Lebens können die Dienstleistungserbringer und ihre komplexe Erfassung vom Standpunkt des potentiellen Nutzers aus verschieden sein.

Die Qualitätsfrage stellt sich auch unter dem Gesichtspunkt der möglichen Dezentralisierung der Dienstleistungen.

Es scheint notwendig zu sein, Normen oder Qualitätsstandards zu definieren und ihre Evaluierung zu sicherzustellen.

Diese Frage verdient von verschiedenen Blickwinkeln aus betrachtet zu werden:

- Anpassung der Dienstleistung an die Bedürfnisse der Bürger: auf welche Art werden die Nutzer beraten, über welches Organisationssystem, gibt es Umfragen zur Zufriedenheitsanalyse? Sind sie in die Entscheidung des Dienstleistungsangebotes eingebunden? Welche funktionellen und klaren Standards müssen vom Nutzer zur Organisation der Dienstleistungen und speziellen Strukturen definiert werden?
- die Art der Verbindung mit den Angebotspartnern (Bildung, Eingliederung, Beschäftigung) im Rahmen eines Netzwerkes. Besteht eine Vernetzung der verschiedenen Berufsinformationsstellen? In der ursprünglichen Ausbildung, eine Integration von Fachleuten in Schulen und höheren Bildungseinrichtungen, und deren erfolgreiche Zusammenarbeit mit den mit der Berufsberatung befassten Lehrern. Die Qualität dieses Netzwerkes ist gegen die Forderung nach einer Unabhängigkeit der Fachberater abzuwägen.
- die Professionalisierung von Fachkräften in der Berufsberatung: ihre Ausbildung und Anpassung an die Entwicklungen der Berufe: einen (oder mehrere) spezifische(n) Beruf(e) herausnehmen mit den eigenen Eigenschaften gleichsetzen, um eine Kontinuität unabhängig vom Alter der Nutzer (Schüler, Studenten, Erwachsene) zu sichern; welches Profil müssen die Fachkräfte in Abhängigkeit von der Art der Leistung (Beratung, Begleitung, Information) oder ihres Standards (langfristige Ausbildung, kurzfristige Eingliederung) aufweisen? Was ist für die Aus- und Weiterbildung erforderlich?
- Qualitätssicherung: welches Evaluierungssystem kann diese gewährleisten?

→ **Koordinierung der handelnden Personen**

Diese Frage ist ein zentrales europäisches Anliegen. Sie hat zu gemeinsamen Aktionen (den „Foren“) geführt sowie zu einem Dokument des CEDEFOP (*Coming Together, a Manual for Policy-Makers and Stakeholders*, 2008). Diese Koordinierung muss hinsichtlich der Berater für lebenslanges Lernen betrachtet werden.

Wer sind die handelnden Personen? Sind die Informations- und Beratungsstellen auf schulischer, universitärer Ebene sowie der Eingliederung von Jugendlichen und Erwachsenen betroffen.

Mit welchem Ziel soll eine Zusammenarbeit aufgebaut werden und mit wem an der Spitze? Welche Ebene der Zusammenarbeit ist die zweckmäßigste, die regionale Ebene zum Beispiel?

Welcher institutionelle Rahmen ist geeignet, national, regional, lokal? Wie weit soll man die Koordinierung betreiben? Einfaches Quellenzeichen

oder bis hin zur möglichen Zusammenlegung von Facheinrichtungen?
Zu welchen Bedingungen und für welches Zielpublikum?

→ **Geplante Diskussion im Rahmen des 2. Unterthemas:**

Bericht, Illustration von Partnerschaften im Beratungsnetzwerk für lebenslanges Lernen: das Portal des Zentrums Rhône-Alpes, PRAO, (Hr. Philippe DAUBIGNARD) und Hr. Steffen JENSEN.

Gesprächspartner: **Hr. Tony WATTS** Autor einer Zusammenfassung der „Koordinierungseinrichtungen“ oder Europaforen.

Die Problem- und Fragestellungen der Arbeitsgruppe 1 betreffen den gesamten Beratungsprozess. Sie erlauben eine Gegenüberstellung der Betrachtung von Strategien mit der tatsächlich ausgeführten Politik und ihren Ergebnissen, damit sie in die allgemeine Wirtschaftlichkeit des Aktionsplans für die Bildungsberatung einfließen.

2. Workshop: *Beratung und Eingliederung: Vorbeugen von Abgängen ohne Qualifikation*

In der jetzigen Zeit brechen in den OECD Ländern zwischen 5% und 40% der Schüler ihre Schulbildung vorzeitig ab. Auch wenn der Anteil dieser Jugendlichen in den vergangenen 30 Jahren stark zurückgegangen ist, so stagnieren derzeit die Zahlen und die jungen Schulabgänger sind mit verstärkten Problemen konfrontiert.

Der vorzeitige Ausstieg aus dem Bildungssystem, unabhängig davon, ob es sich um die Grund(aus)bildung oder um höhere Studien handelt, gibt heute in den meisten europäischen Schulsystemen Anlass zur Besorgnis, und auch die Regierungen der Europäischen Staaten erkennen nun das soziale, politische und wirtschaftliche Ausmaß des beruflichen Werdegangs dieser jungen Leute, deren Karriere in der Schule und an der Universität oft als chaotisch bezeichnet werden muss.

Dieses Problem trifft die europäischen Gesellschaften, in denen die Arbeitslosenraten explodieren und die nötige Qualifikation immer wichtiger wird, mit voller Wucht.

Wie kann nun eine gute Beratung dazu beitragen, vorzeitige Schulabgänge zu verhindern, für Chancengleichheit in der Ausbildung, und für einen gerechten und effizienten Zugang zu höheren Studiengängen zu sorgen?

Wie ist es möglich, im Laufe der Pflichtschulzeit und im Rahmen der höheren Studien die Fähigkeit der Jugendlichen zu fördern, sich in aktiver und konstruktiver Art und Weise in einen Beratungs- und Bildungsprozess einzugliedern? Wie kann man Jugendliche betreuen, die mit Schwierigkeiten zu kämpfen haben?

Genau dieser Problematik soll sich dieser Workshop widmen, der durch den Austausch der guten Praktiken und der Besonderheiten, die jedem Land eigen sind, darauf hinauslaufen soll, Mittel zur Umsetzung neuer Betreuungsmethoden für Schüler zu finden, die an der Zusammenstellung ihrer Schul- und Berufslaufbahn arbeiten.

→ 1. Unterthema: *Lernen, sich zu orientieren, und die richtige Wahl zu treffen*

In der heutigen Zeit stehen Beratung und Orientierung im Mittelpunkt bedeutender Veränderungen im Sog einer neuen Politik für die lebenslange Bildung. Die sozialen Erwartungen auf dem Gebiet der Orientierung bevorzugen heute den Erwerb persönlicher Orientierungsmethoden, was soviel bedeutet, dass die Menschen Selbständigkeit und Unternehmergeist entwickeln sollen. Die meisten Mitgliedsländer der Europäischen Union haben ihre Bildungsprogramme reformiert und Programme zur Aneignung grundlegender Kompetenzen geschaffen, die in eine Richtung gehen, die Jugendlichen mit Nachdruck auf das Erwachsenenleben vorzubereiten. Die Europäischen Richtlinien hinsichtlich der Schlüsselkompetenzen für das lebenslange Lernen und die entsprechende Ausbildung (2006) bildet einen entsprechenden Rahmen als Unterstützung und Leitlinie für die Anstrengungen der Mitgliedsländer im Sinne der Programmgestaltung für die Aneignung dieser Kompetenzen.

Das erste Unterthema dieses Workshops zielt in diesem Kontext, und auf Basis der Untersuchung der guten Praktiken, darauf ab, jene Maßnahmen in den Vordergrund zu stellen, die den Jugendlichen mit dem nötigen Wissen und den nötigen Kompetenzen ausstatten, die es ihnen ermöglichen, den Weg in Richtung einer aktiven Orientierung und einer sinnvollen Berufsausbildung einzuschlagen, der sie zu einer entsprechenden Qualifikation führt. Wie soll allerdings die Orientierungskompetenz innerhalb der grundlegenden Kompetenzen Berücksichtigung finden? Welche pädagogischen Aktivitäten sollen innerhalb der Schul- und Universitätsprogramme dazu beitragen, solche Kompetenzen zu vermitteln und die Orientierung vorzubereiten? Sind diese ausreichend, um die Chancengleichheit in einem Kontext der Berufsberatung und -orientierung zu fördern? Inwiefern finden die Entdeckung von Beruf und Arbeitswelt in den Bildungsprogrammen Berücksichtigung? Welche Ausbildung und welche neuen Kompetenzen benötigen die Lehrkräfte und das Beratungspersonal?

→ 2. Unterthema: *Welche Unterstützung für Jugendliche in Schwierigkeiten?*

Im Europa der 27 verlässt jeder 6. Jugendliche zwischen 18 und 24 Jahren die Schule bereits nach dem ersten Abschnitt der Oberschule, ohne danach einen anderen Bildungs- oder Weiterbildungsweg einzuschlagen. An den Universitäten bleibt die Zahl der Studienabbrecher innerhalb des Zyklus, trotz Einführung gesonderter pädagogischer Strategien, weiter hoch und wirft Fragen über die Sinnhaftigkeit der angewandten Beratungsstrategien auf.

Die immer stärker steigende Zahl an Schulabgängern, die das Bildungssystem ohne Diplom oder Qualifikation verlassen, entwickelt sich zum öffentlichen Problem für zahlreiche Mitgliedsländer der Europäischen Union.

Unabhängig davon, ob es sich um Schwierigkeiten im Laufe des Pflichtschulzyklus, oder beim delikaten Umstieg von der Oberschule in den Hochschulbereich handelt, so sind es zumeist die Beratungsprobleme, die unter den zahlreichen Ursachen für den vorzeitigen Ausstieg aus dem Bildungssystem, den Hauptgrund für ein solches Handeln darstellen.

Diese Situation wirft Fragen über die institutionelle Vorgehensweise bei der Behandlung der schulischen Laufbahnen (Phänomene der schulischen

Aussortierung) und der Strategien zur Unterstützung von Jugendlichen in Schwierigkeiten auf.

Inwiefern kann die Beratung für ein verstärktes Engagement der Jugendlichen in der Ausbildung sorgen? Welche pädagogischen und institutionellen Strategien sind anzuwenden, um Jugendliche davon abzubringen, alles aufzugeben? Wie sind die verschiedenen Informations-, Beratungs- und Eingliederungsangebote zu koordinieren?

Die Teilnehmer am Workshop sind aufgerufen, über Erkennungs- und Unterstützungsstrategien und über begleitende Maßnahmen für Jugendliche nachzudenken, die in ihrer Schulbildung und im Studium mit Problemen zu kämpfen haben, und Praktiken und Strategien zur Eingliederung von jungen Schulabgängern abzugleichen. Anschließend wird es darum gehen, die Schwerpunkte herauszufiltern, an denen die Politiker arbeiten müssen, und Empfehlungen auszugeben, mit denen eine Verbesserung der Situation herbeigeführt werden kann.

3. Workshop: Vorbereitung / Unterstützung für lebenslange Veränderungen

Die Vorbereitungen für diesen Workshop wurden durch das CEREQ koordiniert und geleitet.

Die Bedingungen für den Zugang zu Ausbildung und Beschäftigung, ob für Jugendliche, mit der Grund(aus)bildung und dem Einstieg ins Berufsleben, oder für Erwachsene, mit der Fortbildung und der entsprechenden Mobilität werfen direkte Fragen im Zusammenhang mit Beratungsstrategien auf. Wie soll man, unter Berücksichtigung der Wahlfreiheit der Individuen, Bildungswege fördern und unterstützen, die auf dem Arbeitsmarkt die besten Erfolgsaussichten bieten, wenn man diese Bildungswege nicht genau kennt? Und eben mit dieser Vorgehensweise bei der Auswahl der Bildungs- und Eingliederungswege beschäftigt sich dieser Workshop, durch die Wahrnehmung des Übergangs von der Grund(aus)bildung zur ersten Beschäftigung, und durch die „lebenslange“ Mobilität der Erwachsenen. Die strategische Entwicklung des Hochschulwesens in Europa nimmt darüber hinaus mit den entsprechenden Bedingungen für die Ausbildung und den Einstieg ins Berufsleben für eine stetig wachsende Kohorte an Jugendlichen eine Sonderstellung ein.

→ 1. Unterthema: Der Übergang von der Ausbildung zur Beschäftigung: das Fallbeispiel von Hochschul-abgängern

Der Übergang von der Schule hin zur ersten Beschäftigung erfolgt nicht für alle unverzüglich, und die Beziehungen zwischen der Schule und der Wirtschaftswelt weisen in den verschiedenen Ländern der Europäischen Union stark voneinander abweichende Formen auf. Die Jugendlichen, die das Bildungssystem verlassen, bilden eine Kategorie an arbeitsfähigen Personen, deren mehr oder weniger singuläre Lage auf dem Arbeitsmarkt vom nationalen Umfeld abhängt. Diese nationale Eigenheit lässt sich durch die Art der gebotenen Grund(aus)bildung (Stellenwert und Vielfalt der berufsbildenden Lehrgänge und der allgemeinen Bildungsangebote) erklären und durch deren Verbindungen mit dem produktiven Sektor (Definition der Programminhalte, Vorhandensein von grundlegenden Berufsbildungsmodalitäten im Wechselspiel zwischen Theorie und Praxis, die Möglichkeiten zur Vereinbarung von Arbeit und Studium), sowie durch die professionellen Beziehungen, die

den Arbeitsmarkt aufgliedern, und durch die die Stellung definiert wird, die den Anfängern bei der Postenvergabe innerhalb der Unternehmen zukommt. Es gibt ein breites Spektrum an nationalen Konfigurationen, die dazu führen, dass man zwischen Situationen unterscheiden kann, wo sich die jungen Anfänger bei der Postenvermittlung und bei der Geltendmachung ihrer Diplome kaum von ihren älteren und erfahrenen Kollegen unterscheiden, bis hin zu Situationen, bei denen sie auf dem Arbeitsmarkt sowohl bei der Postenvermittlung, als auch bei der Geltendmachung ihrer Diplome besonders gebrandmarkt erscheinen.

Wir haben uns dafür entschieden, den Übergang nach Verlassen des Hochschulwesens in den Mittelpunkt der Beratungen dieses Workshops zu stellen. Dies lässt sich durch die Europäischen Prioritäten erklären, die in Lissabon in Richtung einer Gesellschaft des Wissens gesetzt wurden, die mit einer Steigerung des Qualifikationsniveaus für die Gesamtheit der Europäischen Bevölkerung einhergeht.

Bereits jetzt nimmt der Anteil jener Jugendlichen, die ihre Studien in den Universitäten und Hochschulen fortsetzen, in allen Ländern der EU und in den OECD Ländern stetig zu. Je stärker die Zahl an Studierenden steigt, desto mehr Probleme bereiten die Diversifizierung und der Bedarf nach Anpassung der Strukturen und der Programme. Abbrüche zu Studienbeginn, die zumeist auf eine unzureichende Vorbereitung zurückzuführen sind, aber auch die steigende Zahl an Diplomen, die zu keiner Beschäftigung führen, werfen direkte Fragen im Bereich der Beratungsstrategien auf.

Die Art der Institute, die in einen Sektor eingebunden sind, den man verstärkt als tertiären Ausbildungssektor bezeichnet, verleitet uns dazu, die Beratung und die Orientierung aus einem anderen Blickwinkel zu betrachten. In einigen Ländern zeichnet sich bereits ein Trend zur Professionalisierung der tertiären Ausbildung ab. In Frankreich hat dieser Trend beispielsweise zur Einführung neuer Studiengänge im Bereich des Hochschulwesens geführt (Berufsdiplome), die mit der Einführung der Technischen Hochschulinstitute (IUT) entstanden sind. Das Ergebnis ist eine Diversifizierung der Hörerschaft und der Bildungsinhalte mit der entsprechenden Öffnung einer breiteren Angebotspalette für die Studierenden, durch die sich jedoch die Frage der Beratung und Orientierung noch komplexer gestaltet. Denn Professionalisierung bedeutet nicht Orientierung.

Die meisten Europäischen Länder stellen eine immer stärker werdende Konkurrenz zwischen den Instituten des tertiären Ausbildungssektors fest, die versuchen, die Studenten und die finanziellen Mittel, die damit einhergehen, an sich zu reißen. Die Eingliederung ihrer Studenten in den Arbeitsmarkt und die positive Entwicklung ihrer Karriere werden nicht selten zu einem wesentlichen Bestandteil ihres wirtschaftlichen Images. Dies führt zu zahlreichen Initiativen, die von den jeweiligen Instituten ergriffen werden, um Studenten und Unternehmen gleichweg anzuziehen. Kooperationen zwischen Universitäten und Unternehmen gibt es in den meisten Ländern. Weitere Initiativen führen dazu, dass die Universitäten ihren Studenten dabei helfen, ihr Bildungsprojekt in Richtung eines verbesserten Übergangs in die Arbeitswelt zu entwickeln.

→ 2. Unterthema: *Die lebenslangen beruflichen Veränderungen*

Die Absicherung der beruflichen Veränderungen und der Rückkehr von Arbeitslosen und Sozialhilfeempfängern in die Arbeitswelt ist im Laufe der vergangenen Jahre zu einem besonderen Sorgenfall innerhalb Europas geworden. Dänemark und Großbritannien sind in diesem Bereich

beispielgebend. Die Niederländer und die Dänen haben ein Aktivierungsmodell – die Flexisicherheit – entwickelt, das Gesprächsstoff in die Debatte der Gemeinschaft und Frankreichs bringt. Was die Briten betrifft, so haben diese den typischen angelsächsischen Weg des workfare eingeschlagen. Diese Modelle stellen sehr unterschiedliche Herangehensweisen bei der Unterstützung der Zusammenhänge zwischen dem Arbeitsmarkt, der Sozialhilfe und der Ausbildung dar. Seit den späteren 80-er Jahren schwankt Frankreich bei seinen verschiedenen institutionellen Reformen immer wieder zwischen diesen beiden Ansätzen hin und her, und sucht dabei auch immer öfter den dritten Weg. Das Ziel der typisch "französischen" Lösung liegt darin, den Übergang von einem historisch begründeten sozialen Modell der Beschäftigungssicherung hin zu einem Modell zu schaffen, das die Sicherung des beruflichen Werdegangs unterstützt. Am Ende sollte es möglich sein, die Eigenheiten aller dieser Modelle und ihrer Varianten in Abhängigkeit vom institutionellen und gesellschaftlichen Kontext herauszuarbeiten, in dem sie sich entwickelt haben.

In den meisten Ländern ist der Service für berufstätige Erwachsene in den öffentlichen und privaten Sektoren unterentwickelt. Um ein lebenslanges Lernen zu fördern, müssen berufstätigen Erwachsenen Berufsberatungsdienste in größerer Menge geboten werden können. Um den Service für Mitarbeiter funktionsfähiger zu gestalten, wünschte sich Frankreich, dem zukünftigen einheitlichen Vermittler, der gegenwärtig eingerichtet wird, den Empfang, die Information, Orientierung und Begleitung von Personen mit oder ohne Anstellung (ART L 5312 – 2 des Arbeitsgesetzbuches, hervorgegangen aus dem Gesetz vom 13.02.08) als Aufgabe zu übertragen, was eine Weiterentwicklung im Vergleich zum aktuellen Aufgabenkatalog des Arbeitsvermittlungsdienstes darstellt. Dabei sind vor allem die lebenslange Nachvollziehbarkeit und Anerkennung von Berufserfahrungen die besten Hilfsmittel zur Erleichterung beruflicher Veränderungen für die arbeitende Bevölkerung und für die Unternehmen. Die bestehenden Strategien und Einrichtungen in Frankreich (VAE / Aufbau eines nationalen Repertoires für Berufszertifizierungen, das von jetzt an mit den Berufen des ROME verbunden ist, Berufsbescheinigungen) könnten als Sammelbecken für alle Einrichtungen dienen, von dem aus man Informationen und Zeugenaussagen schöpfen kann, denn es geht, über die Alters- und Statusgrenzen hinaus, darum, die Übertragbarkeit der Rechte einerseits, aber auch die Übertragbarkeit der erworbenen Kompetenzen der Personen andererseits zu erleichtern.

Darüber hinaus, und trotz der Tatsache, dass sie es sind, die am besten wissen, dass ihre Angestellten wahrscheinlich nicht ihre gesamte Karriere in ihrem Unternehmen absolvieren werden, sind es zumeist die Unternehmen selbst, die die positiven externen Effekte vergessen, die von solchen Einrichtungen ausgehen. Und deshalb bieten sie ihren Angestellten nur selten Dienste zur Weiterentwicklung ihrer Karriere an. Nur ganz große Unternehmen bieten ihren Mitarbeitern manchmal solche Dienste an, beschränken sich dabei jedoch zumeist auf die leitenden Angestellten im Sinne einer firmeninternen Perspektive, ohne dabei das gesamte Personal zu berücksichtigen.

Seltsamerweise zeigen die Gewerkschaften nur wenig Interesse gegenüber der Einrichtung von Berufsorientierungsdiensten. Wenn sie diese Dienste selbst anbieten, werden sie im Allgemeinen von nicht ausgebildetem Personal ausgeführt und richten sich eher am Zugang zu Bildung als an der beruflichen Orientierung in ihrer allgemeineren Bedeutung aus.

MANAGING TRANSITIONS: LIFE-LONG CAREERS GUIDANCE WITHIN THE EUROPEAN AREA PROBLEM

In the second half of 2008, as part of its presidency of the European Union, France has decided that career guidance be a central theme to the conferences organised in the field of education and training. Why and how?

1. European cooperation in guidance: context and issues

Member States of the European Union have been encouraged to cooperate and face together the “knowledge based economy challenge” in the context of a unified labour market, a key goal of the Lisbon Strategy, while at the same time maintaining national responsibility for lifelong guidance in the education and employment sectors. Lifelong guidance is recognised at community level as a key element in achieving the strategy’s three priorities of economic competitiveness, social cohesion and the effectiveness of employment and labour market policies.

All EU position papers adopted since 2001 advocate “strengthening policies, systems and practices for lifelong guidance”, specifically as part of the EU “Education and Training 2010” work programme. The theme of this conference follows such community policy which emphasises that school and higher education guidance should be viewed in the broader context of lifelong guidance, as emphasised by the May 2004 Council (Education/Youth) Resolution on strengthening policies, systems and practices for guidance throughout life.

The Resolution identified several areas for improving guidance systems in Member States, including:

- the development of guidance systems for all citizens at all stages of their lives to enable them to manage their learning and work pathways and the transitions therein;
- better quality assurance mechanisms;
- the need to strengthen structures by involving the appropriate players, including social partners, ministries, employment services, service providers, guidance practitioners, education and training institutions, parents and young people.

It invited Member States “to ensure effective cooperation and coordination between providers of guidance at national, regional and local levels, in order to widen access and to ensure the coherence of provision, especially to groups at risk; to encourage schools, institutes of higher education and training providers to promote autonomous learning techniques, in order to enable young people and adults to manage their learning and career paths effectively.”

It also invited them to build on and adapt mutual learning activities between Member States, including on issues such as guidance practitioner training, and to ensure that the gender equality perspective is taken into account.

European cooperation in guidance is already being assured through the work of institutions and networks that deal with the area of guidance, including:

- CEDEFOP (the European Centre for the Development of Vocational Training), established as a permanent body in 1975, to support policy development;
- Euroguidance, an operational network of national information centres that assists guidance practitioners on questions of education and training mobility in Europe and which in the case of France involves the cooperation of the employment and education ministries.

Since the EU Presidency lifelong guidance conference in Finland in 2006, Member States have embarked on a more operational phase of mutual policy learning to support the development of national lifelong guidance policies. The European Lifelong Guidance Policy Network, of which France is a member, was established for this purpose in 2007.

This lifelong guidance conference TITLE organised under the French Presidency, aims to assess progress in the implementation of the 2004 Council Resolution (based on a report completed by CEDEFOP in 2007), and to identify new opportunities for convergence.

2. Topics

→ **Topic 1 : *How can guidance services contribute to equal opportunities in education and training?***

France, like many other countries, is faced with the issue of high numbers of individuals leaving initial training, and, indeed, higher education, without qualifications. It is seeking to improve careers education for young people during compulsory schooling, having it as part of the common core of knowledge and skills to be acquired. In this way, it aims to prevent academic disadvantage and restore equal opportunities, including access to higher education. This aim gives rise to the following questions:

- How can career exploration and developing autonomy and a sense of initiative – the latter being one of the eight European key lifelong learning competences – contribute to positive guidance, help prevent school drop out and to combat prejudice?
- Which guidance policy should be applied to integrate young people into the workforce who have dropped out of school? What are the respective roles of the school system and of specialised structures such as local youth employment task forces (*missions locales*) and youth workforce insertion agencies?
- How is it possible to ensure equal and effective access to higher education?

It is important to improve the transparency of higher education options and conditions for success and to provide young people with clear and objective information, at the same time respecting their freedom of course choice; indeed, this need is all the more acute given the high degree of autonomy of the institutions concerned.

→ **Topic 2 : How can guidance contribute to workforce entry and to lifelong career development?**

→ *The transition from education to work in the context of the Lisbon objectives.*

France has just drafted legislation to make guidance and integration into working life a necessary part of the public service remit of higher education and has set about restructuring degree programmes to support entry into the workforce or further study. It is therefore especially attentive to the practices of other Member States, in particular on how relationships with enterprises during and on exit from higher education courses are defined and structured.

→ *Managing lifelong career choices and employment transitions.*

This objective assists in reducing tensions about career choices for initial training. It calls for the development of services involving:

- Public services responsible for training and employment;
- Social partners, who have an important role to play in lifelong learning, particularly in defining and implementing information-giving and appraisal procedures for adults, employees and job seekers;
- Enterprises and businesses that play an increasing role both in continuing education for adults and in their career development and transitions. In order to maintain job security and individuals' employability more generally, it is necessary to promote the importance of guidance, of the validation of experiential learning, of workforce entry, and of support mechanisms such as counselling and individual appraisal.

Monitoring changes in employment and qualifications, as carried out in France by CEREQ, is necessary to support guidance and access both for initial and continuing training which themselves also undergo constant change.

→ **Topic 3 : How can guidance services be better organised and more responsive?**

→ *How can we guarantee the quality of information at European, national, regional and local levels?*

It is necessary to coordinate the work of a national career information publishing system – such as ONISEP in France – with initiatives from local authorities and social partners. Career information sources for young people and adults should complement each other in order to help them in their training, career or occupational choices. The training portal *Orientation Formation* in France, established by Centre-inffo and *LearnDirect* in the United Kingdom are examples of this approach.

High quality information is also indispensable at EU level to assist mobility for training and work.

→ *How can we guarantee that everyone in regional areas has access to information and guidance? What types of regional and local coordination are required?*

The importance of regional and local level coordination of guidance services will be examined during the conference. Rhône-Alpes, the region which will host the conference, provides a good example of practice in promoting coordination between the state, the region and social partners in the provision of guidance services.

→ *How can we guarantee access to guidance counselling at various life stages?*

The conference, while taking into account the diversity of contexts, will highlight how guidance counselling services can be provided on an ongoing basis at different life stages and across a range of life transitions. It will emphasise the key elements necessary to provide a continuous service and pay particular attention to issues and initiatives in quality assurance.

With regard to counselling in school, the conference will highlight the guidance roles assigned to different categories of school staff and will outline how educational guidance, which seeks to capitalise on individual potential, complements vocational guidance, which takes account of changes in labour market requirements.

In terms of lifelong guidance, the work of the European Lifelong Guidance Policy Network has helped to identify various opportunities for coordinating guidance services in various institutional contexts. In light of experiences and good practices collected from various European countries, the conference should help to point out how we can combine the expertise of teachers, guidance practitioners, counsellors helping young people entering the workforce, organisations providing continuing education, and of job placement and guidance agencies, and how to improve careers information in association with economic sectors and local authorities.

In conclusion, the convergence of policies for lifelong guidance in Europe will be examined while taking into account different national contexts. The quality of guidance provision, through its capacity to tackle the equal opportunities challenge, to make use of all talents, and to respond efficiently to changes in the labour market, will undoubtedly prove to be a key element to support the lifelong learning required by the “knowledge-based economy”. The outcomes of the conference will enrich European deliberations in this field and support **an action plan “for lifelong guidance” to be submitted in the form of a resolution during the Council of Education Ministers meeting on 20 and 21 November 2008.**

MANAGING TRANSITIONS: LIFE-LONG CAREERS GUIDANCE WITHIN THE EUROPEAN AREA CONFERENCE PROGRAMME

Wednesday, 17 September morning

9 am Welcome

9.30 am- Welcoming speech by **Mr. Jean-Michel DACLIN**, Deputy-Mayor of Lyon.

10.10 am Opening of the conference

- **Mr. Jean-Louis NEMBRINI**, Director-General of School Education, Delegate General of the conference;
- **Mrs Odile QUINTIN**, Director-General for Education and Culture - European Commission.

10.10 am- **Mr. Thomas Chaudron**, company director, *Centre des Jeunes Dirigeants* (Young Company Directors Centre).

10.30 am- Break

11 am- **Mr. Christian-Friedrich LETTMAYR**, deputy director of CEDEFOP.

11.30 am- **Mr. Raimo VUORINEN**, PhD, Project Manager, Institute for educational research, University of Jyväskylä, Finland, coordinator of the European Lifelong Guidance Policy Network.

12 pm- **First-hand accounts** (session led by **Mr. Régis GUILLET**, Chief Editor of *Télé Lyon Métropole* (TLM)):

- A working adult: **Mr. Didier BOUCHARD**, Confrançon (Ain), France;
- A secondary school student: **Mr. Mohamed BENABDALLAH**, student at special higher education entry class, Metz, France.

12.30 pm Lunch

Wednesday, 17 September afternoon: Workshops

2. pm- Sub-topic 1
3.30 pm

3.30 pm- Sub-topic 2
4.45 pm

4.45 pm- Break

5.15 pm- Short speech given by **Mr. Xavier DARCOS**,
6 pm French Minister of Education (press briefing).

7.30 pm Reception at the Town Hall of Lyon.

8.30 pm Cruise-dinner between Saône and Rhône on boat *SS Hermes*.

WORKSHOPS: TOPICS AND CONTRIBUTORS

Workshop 1: *The quality of information and services. The coordination of stakeholders*

Chairman-Moderator: Mr. Hervé DE MONTS DE SAVASSE, Director of ONISEP, Paris, France.

Reporter: Mr. John MC CARTHY, Director of the ICCDPP (International Centre for Career Development and Public Policy).

Experts:

→ **Sub-topic 1: *Key characteristics of an information system***

- **Mrs Paula HARDWICK**, Partnership Manager, Learndirect, Sheffield, United Kingdom;
- **Mr. Alain TAUPIN**, Deputy Director of ONISEP, Paris, France.

→ **Sub-topic 2: *The quality of services and coordination of stakeholders***

- **Mr. Philippe DAUBIGNARD**, head of the department of information and career guidance at the Lyon education authority, Lyon, France;
- **Mr. Steffen JENSEN**, director of the Careers guidance division at the Education ministry, Copenhagen, Denmark;
- **Expert/leader of the discussion: Mr. Tony WATTS**, author of the report on “coordinating bodies” for CEDEFOP.

Workshop 2: *Guidance and workforce entry: preventing students leaving school without qualifications*

Chairman-Moderator: Mr. Claude THÉLOT, author of the report of the Commission on the national debate over the future of the School system “Success for all students”, Paris, France.

Reporter: Mr. Jos NOESEN, project coordinator at the Ministry of Education and Professional Training, Luxembourg.

Experts:

→ **Sub-topic 1: *Guidance-related learning; guiding for choice***

- **Dr Gerhard KRÖTZL**, Ministry of Education, Art and Culture, Department of lifelong career guidance policy, Vienna, Austria;
- **Mr Philippe AUGÉ**, Chairman of the National Conference of Directors of *SCUIOIP* (services of and between universities for vocational guidance and integration) Paris, France.

→ **Sub-topic 2: *How to support disadvantaged young people***

- **Dr Dermot STOKES**, Director of *Youthreach*, a second chance national education programme for early school leavers, Dublin, Ireland;
- **Mrs Aleksandra SOKOLOVA**, Ministry of Education and Science, Vilnius, Lithuania;
- **Expert/leader of the discussion: Mrs Marian MORRIS**, Northern Office of the National Foundation for Educational Research, York, United Kingdom.

Workshop 3: *Coordinating and supporting lifelong transitions*

Chairman-Moderator: Mr. Michel QUÉRÉ, Director of CÉREQ, Marseille, France.

Reporter: Mr. Matthias BEHRENS, Director of the Research and Education Institute (IRDP) of Neuchâtel, Switzerland.

Experts:

→ **Sub-topic 1: *The transition between initial training and employment for those leaving higher education***

– **Mr. Alberto LOPEZ**, head of initial employment department, CEREQ, Marseille, France;

– **Mrs Paula FERRER-SAMA**, National University of distance learning of Madrid, School and Professional Guidance Office, general secretary of FEDORA (European Forum of Academic Guidance) network, Madrid, Spain;

– **Expert/leader of the discussion: Mr. Michel LUSSAULT**, chairman of AMUE (Higher Education Pooling Agency), vice-chairman of la CPU (University Presidents' Conference), Tours, France.

→ **Sub-topic 2: *Lifelong employment transitions***

– **Prof. Dr Günther SCHMID**, director of the Research Unit Labour Market Policy and Employment, WZB, Berlin, Federal Republic of Germany;

– **Mr. Dominique CROCHU**, director of FONGECIF Brittany, Rennes, France;

– **Expert/leader of the discussion: Mr. Philippe BEL**, Director of Strategy at ANPE, Paris, France.

Thursday, 18 September morning

9 am- Reporting within each workshop of the previous day's work
10 am and discussion with a view to the drafting of a Resolution.

10 am- Break
10.30 am

10.30 am- Plenary session led by **Mr. Régis GUILLET**, chief editor of
12 noon Télé Lyon Métropole (TLM).

10.30 am- Reporting of the work of workshop 1
10.50 am by **Mr. John MC CARTHY**.

10.50 am- Reporting of the work of workshop 2
11.10 am by **Mr. Jos NOESEN**.

11.10 am- Reporting of the work of workshop 3
11.30 am by **Mr. Matthias BEHRENS**.

11.30 am- Discussion with a view to the Resolution
12 noon project.

12.15 pm- Lunch

Thursday, 18 September afternoon

- 1.30 pm- 16 pm** **Plenary session** chaired by **Mrs Liliana SCARLAT**, Senior adviser, Ministry of Labour, the Family and Equal Opportunities, Bucharest, Romania.
- 1.30 pm- 1.45 pm** **Mr. Bernard SAINT-GIRONS**, inter-ministry representative for careers' guidance.
- 1.45 pm- 3.30 pm** **Presentation of the Resolution project and open discussion** on the role and responsibilities of the main decision-makers.
Moderator: Mr. George ASSERAF, chief inspector of the administration of the French education system and Research, Paris, France.
Contributors:
- **Mr. Jean-Paul DE GAUDEMAR**, Chief Education Officer of Aix-Marseille education authority, France;
 - **Mr. Gordon CLARK**, European Commission, head of "Development of lifelong education and training policies and cooperation";
 - **Professor Ronald G. SULTANA**, Director, Euro-Mediterranean Centre for Educational Research, University of Malta, Msida, Republic of Malta;
 - **Mrs Marie-France VIEUX-MARCAUD**, Rhône-Alpes Regional Council, Vice-Chairman in charge of secondary schools and initial training, France;
 - **Mr. Joël DECAILLON**, Secretary of the European Trade Union Confederation, Brussels, Belgium;
 - **Miss Claire GUICHET**, ESU (European Students' Union), Brussels, Belgium;
 - A representative of BusinessEurope.
- 3.30 pm- 4 pm** **Closing session**
Mr. Patrick HETZEL, Director General of Higher Education, Ministry of Higher Education and Research.

MANAGING TRANSITIONS: LIFE-LONG CAREERS GUIDANCE WITHIN THE EUROPEAN AREA DETAILED PROGRAMME OF THE WORKSHOP

Workshop 1: *The quality of information and services. The coordination of stakeholders*

- Leading and moderating the debate – **Mr. Hervé DE MONTS DE SAVASSE**, Director of ONISEP.
- Reporter: **Mr. John MC CARTHY** – Director, ICCDPP (International Centre for Career Development and Public Policy).

In the European Union, lifelong guidance involves tools and practices developed by stakeholders who are operating in a wide variety of contexts and organisations.

Today's European school students will work up to 2050 and will change their work activity several times in their career. Their perspective on engagement in particular occupations is consequently medium term. Workers who are seeking change in their careers or to retrain, have a more short term or even an immediate perspective.

Throughout Europe, citizens require access to services that provide them with the opportunity (through dialogue and counselling) to construct their personal career project and manage their entry into the workforce in security and confidence.

Awareness, information and decision-making are the broad stages of the guidance process. At each of these stages and at appropriate times and contexts within, guidance tools, support and counselling can be used in an intricate combination.

Workshop 1 aims to address these issues from the perspective of both quality and coordination. This double sided assessment will promote discussion and encourage participants to share thoughts, strategies and results with a view to strengthening the guidance processes in Member States for the benefit of citizens with the involvement of institutions and stakeholders.

Mr. Hervé DE MONTS DE SAVASSE, workshop chair, will give a brief opening speech which will provide an overview of the topic. Subsequently two sub-topics will be addressed.

→ **Sub-topic 1: Key characteristics of an information system**

This involves addressing the quality of an information system by reference to the characteristics of the information itself - its reliability, objectivity, impartiality and relevance for diverse audiences in different regions. It also involves discussion of the methods of production, of dissemination and of funding in an economically and technologically complex and fast changing environment.

Communication and access to information to ensure its transparency and fluidity will be given particular consideration.

→ Context and approach to a careers information policy

The economic and editorial/technological contexts of information and communication are in a state of constant change. There are huge discrepancies between industry requirements and existing training offers; the expectations of the public are multi faceted and increasingly demand a customised approach.

Three types of public can be readily distinguished: the very well informed, a middle category accounting for the majority, and a very disadvantaged group. In this context, how can we make the best use of information systems and tools in developing high quality, consistent, interactive and individually tailored responses that are reliable and trustworthy, and how can we evaluate them? This question helps us to seek the best possible balance between the various information communication modes and the use of these with the relevant groups of users.

A broad range of means to access careers information and counselling is used in Member States including written and multi media material, distance and face to face services, telephone help-lines, and web services.

→ Towards the provision of coordinated and consistent information

The dynamics required to provide a suitable service offering involve establishing links at several levels, including:

- Links in training pathways, taking into account the “characteristics of training institutions”, access, content, work opportunities and career pathways, knowledge of occupations and the labour market, and the economic and regional determinants of these.
- Links between informal and institutional requests for a pedagogic approach to careers information provision and for information mediation and support.

→ Presentations planned on the 1st sub-topic:

Starting with models of distance guidance the session will look at the reliability and relevance of services responding to the guidance needs of individuals.

Presenters:

- **Mrs Paula HARDWICK**, LearnDirect UK: Extending Access through Marketing and Distance Guidance.
- **Mr. Alain TAUPIN**, Deputy Director, ONISEP, France.

→ Sub-topic 2: *The quality of services and the coordination of stakeholders*

The quality of stakeholders' and services' involvement in support and counselling functions will be addressed from the perspective of the skills and profiles of the practitioners involved and also with regard to the evaluation and sustainability of networks.

Partnership dynamics and institutional coordination will be the central issues of this 2nd sub-topic.

→ The quality of guidance services

From the point of view of lifelong guidance, the potential user may find that service providers are varied and often difficult to identify.

The issue of quality also arises when it comes to the possible decentralisation of these services.

It seems that it is necessary to define norms and standards of “quality” and ensure that they are used in evaluation.

Several aspects of this issue merit examination:

- How do the services provided correspond to citizens’ needs? How are users consulted and in what systematic ways? Are satisfaction surveys carried out? Are users involved in decisions concerning the provision of the service? What functional standards pertinent to the user need to be defined for service provision and for specialist guidance agencies?
- What should be the quality of links among service partners (training, integration, and employment) in the context of a network? Are there links between the various careers information providers? In initial training, how are professionals in schools and higher education establishments involved in the career guidance process? Is there effective cooperation with teachers responsible for guidance? How does this integrated link compare with specialised counselling services on the criterion of independence?
- What is the professional status of specialised guidance practitioners? What should their training be and how should it change to match the changing nature of their work? Which guidance worker roles can be identified that would ensure continuity of support to citizens regardless of their age or status (pupils, students or adults)? What professional profiles should be developed to deliver the type of service offered (counselling, support, information) and according to the main focus (long term educational planning or short term workforce entry)? What should initial and continuing training of guidance practitioners consist of?
- Quality assurance: what evaluation system should be in place to assure the quality of services?

→ Coordination of stakeholders

This is a central concern in Europe. It has given rise to the Joint Actions projects on European networks of national guidance forums or policy coordination mechanisms; to work activities of the European Lifelong Guidance Policy Network; and to a forthcoming CEDEFOP publication “Coming Together: Establishing and Developing National Lifelong Guidance Policy Forums - a Manual for Policy-Makers and Stakeholders, 2008”. Coordination efforts should be aimed at all stakeholders involved in lifelong guidance provision.

Who are the relevant stakeholders? They include careers information and guidance service providers at the level of school, university, for workforce entry for young people, and for adults.

Which specific tasks require a partnership approach, and who should the lead partner be? At what level should partnerships ideally be created – the region, for example?

What national institutional, regional or local framework is required?

What should coordination consist of – from a simple reference label to possible convergence of technical platforms? What should the benefits be for targeted user groups?

→ **Presentations planned on the 2nd sub-topic:**

Testimony and illustration of partnerships in a lifelong guidance network: the Rhône-Alpes guidance portal (presentation – **Mr. Philippe DAUBIGNARD**); and Guidelines for Quality Assurance in Denmark (presentation by **Mr. Steffen JENSEN**, Ministry of Education, Denmark).

Commentator: **Mr. Tony WATTS** consultant to the European Lifelong Guidance Policy Network.

Issues and approaches for workshop 1 address the entire scope of the lifelong guidance process. It is thus possible to compare thoughts on strategy with the application of policies and their outcomes with a view to their inclusion in the guidance action plan.

Workshop 2: *Guidance and workforce entry: preventing students leaving school without qualifications*

Today, between 5% and 40% of pupils leave school early in OECD countries. While the proportion of such young people has considerably decreased over the last 30 years, at the moment we are seeing no further decline in the current rate, while, at the same time, young people without qualifications are experiencing greater employment problems.

Individuals leaving the education system early, whether they drop out of initial training or higher education, are currently a concern for all European education systems, and European governments are genuinely weighing up the social, political and economic futures of these young people whose school or university learning pathways have often been chaotic.

It is a particularly serious problem in European societies where unemployment rates are high and there is a significant requirement for qualifications.

How can guidance help to reduce the numbers of people leaving education early, contribute to equal opportunities in training, and ensure equal and effective access to higher education?

How can we develop the capacity of young people to get actively and constructively involved in a process of guidance and training during compulsory schooling and higher education?

How can the understanding of vocational paths, the development of autonomy and of initiative, one of the eight European basic skills, contribute to positive guidance, avoid dropping out and combat prejudices?

How to provide support for young people in difficulty?

What policies to help young people who have dropped out of school or are in danger of dropping out to gain access to the job market: respective role of education systems, specialist bodies?

How to ensure equal and effective access to higher education?

These questions will be treated in this workshop which will seek through an exchange of good practice and beyond the specificities of national contexts to recommend ways of implementing new methods to support students in establishing their educational and career plans on a lifelong learning basis.

→ Sub-topic 1: *Guidance-related learning; guiding for choice*

At the moment, guidance is central to major transformations that accompany new lifelong learning policies. Social expectations relating to guidance currently favour the acquisition of a self-directed approach to guidance, in other words, the development of autonomy and a sense of initiative. Most European Union Member States have initiated education programme reforms and introduced programmes for the development of basic competences, which is proof of a trend towards helping young people develop skills that prepare them for adult life. The European recommendation on key competences for lifelong learning (2006) serves as a frame of reference to support Member States' initiatives to teach these skills.

The first sub-topic of this workshop aims, in this context and based on the examination of good practices, to identify the levers that are needed to provide young people with the necessary knowledge and skills to engage successfully in a process of active guidance and in a vocational training route ultimately leading to qualification. How is competence in guidance taken into account in basic skills? Which educational activities, as part of school and university programmes, help students to develop these skills and help to prepare them in making important life choices? Are they sufficient to promote equal opportunities in the context of vocational guidance? How is the discovery of the world of work and of occupations taken into account in teaching? What new skills and training do teachers and guidance practitioners require as a result?

→ Sub-topic 2: *How to support disadvantaged young people*

In the EU 27, one young person out of six between the ages of 18 and 24 leaves school with only a lower secondary school education and does not subsequently pursue any other type of education or training. In university, the drop out rate for students who have not completed their course remains high, despite the fact that specific pedagogic strategies have been put in place, and this immediately raises questions on public policies for guidance.

The issue of the extremely high numbers of students leaving the education and training systems without a degree or qualification is a real public concern for many EU Member States.

Whether students experience difficulties during compulsory education or an awkward transition from secondary to higher education, problems linked to guidance, among the many reasons for individuals leaving the education system early, are decisive factors in decisions to drop out. This situation leads us to question the institutional procedures for managing pupils' learning pathways (school sorting phenomena) and the education support strategies for young people in difficulty.

How can guidance contribute to a greater involvement of young people in their education and training? What pedagogic and institutional strategies can be implemented to keep young people in education who are on the verge of dropping out? How can we coordinate the various information, guidance and workforce integration support systems?

Workshop participants will need to reflect on policies to identify, support and monitor young people who encounter difficulties in their schooling and studies, and compare policies and practices for integrating young people who have dropped out of school into the workforce.

It will subsequently be a matter of identifying the main issues requiring changes in public policy and of issuing recommendations for policy improvement.

Workshop 3: *Coordinating and supporting lifelong transitions*

The preparation of this workshop has been the responsibility of the French Study and Research Centre on Qualifications (CEREQ).

Conditions governing access to training and employment, whether for young people with initial training who are seeking workforce entry or for adults seeking continuing education and training or job mobility, present challenges to policies for guidance provision. Is not an in-depth knowledge of pathways through the labour market a necessary prerequisite for individuals to find the optimal pathways for themselves while at the same time respecting their freedom of choice? The current workshop focuses on pathways to training and employment, treating separately the transition from initial training to first employment and the “lifelong” career mobility and transitions of adults. The strategic development of higher education in Europe, moreover, will be the object of particular consideration given the training and work entry opportunities it offers to increasing numbers of young people.

→ Sub-topic 1: *The transition between initial training and employment for those leaving higher education*

The transition from school to work is, for many young people, far from being a direct one; the transition from school participation to economic participation differs greatly from one country to another in the EU. Young people leaving the education system form a particular workforce category and its position in the labour market – more or less unique – depends on the national context. This national uniqueness can be understood as much by the nature of the initial training provided (the importance and diversity courses in vocational training and general education) and the ways in which it is linked to the production system (methods of defining programme content, the existence of initial vocational training alternance arrangements, and other possibilities for combining work and study) as by the professional structuring of the labour market which determines how first-time entrants are valued in recruitment undertaken by enterprises. A wide variety of national situations can be observed in which one can distinguish situations where for example, at one end of the scale, young people starting out have almost equal access to employment and to opportunities to capitalise on their qualifications as have their older and more experienced counterparts, and, at the other end of the scale, where youth appear particularly disadvantaged in the labour market both in terms of recruitment and capitalising on their qualifications.

We have decided to focus on transitions from higher education to work as a central theme of this workshop. This choice is a result of the Lisbon (2000) EU goals to move towards a knowledge based society and the consequent need to upgrade the entire population’s qualification levels to support this.

Already, the proportion of young people pursuing studies in higher education is increasing in EU and OECD countries. However, while the higher education student population is growing, its diversification is

already causing numerous problems, requiring changes to both structures and programmes. Two such effects: student drop-out at the beginning of their studies (such drop-out often caused by inadequate preparation) and the increasing number of graduates having difficulty finding employment, present challenges to guidance policies.

The types of institutions now included in what we increasingly call tertiary education are causing us to look differently at guidance. In a number of countries there is an emerging trend of vocationally oriented tertiary education. In France, for example, this has taken the form of new courses of study in universities (vocationally oriented degrees), following on from the establishment of technological universities (IUTs). The consequent diversification of the student population and of programme content provides individuals with a wider choice but also adds complexity to guidance provision. The vocational orientation of tertiary education programmes cannot be described as one and the same as guidance.

In the majority of European countries there is increasing competition between tertiary sector educational institutions who are seeking to attract students and the financial resources that go with them. Their graduates' labour market entry and their successful career starts are increasingly important aspects of their commercial image. As a result, educational institutions have introduced numerous initiatives to build closer links between students and enterprises. University industry cooperation exists in most countries. Other initiatives involve universities assisting their students to develop their educational plans for a better transition to working life.

→ Sub-topic 2: *Lifelong employment transitions*

Safeguarding employment transitions and helping the unemployed and those receiving minimum income benefits to return to work have become key concerns in Europe in recent years. Denmark and the United Kingdom are viewed as reference models. The Dutch, followed by the Danish, developed a social activation model known as flexicurity, which continues to fuel debate both at community level and in France. As for the British, they have taken a typically "Anglo Saxon" approach known as workfare. These models are all very different attempts to promote a re-articulation of links between the labour market, social welfare and training. Since the end of the 1980s, as dictated by a succession of institutional reforms, France has moved back and forth between these two approaches, searching for an alternative third approach. The goal of the French style social activation model is to help arrange the transition from a social model historically based on job security to a model that supports vocational pathway development. The aim in this workshop is to examine the specific features of these models and their alternatives according to their institutional and societal context.

In the majority of countries, guidance services provided to adults in employment are underdeveloped in both the public and private sectors. To encourage lifelong learning, it is essential that employed persons have access to guidance services in greater provision. In order to make career guidance given to salaried employees more operational, France wished to assign the sole operator currently being set up the task of receiving, informing, guiding and supporting people, whether they are in work or not (Article L 5312 – 2 of the French employment code, arising from the law of 13/02/08), a decision that marks a change compared to the current role of the employment service. The best means of facilitating employment transitions for individuals and for enterprises will be a clear understanding and recognition of lifelong career pathways. The policies and

systems that currently exist in France (the VAE system recognising competencies acquired through work experience, the establishment of National Registry of Professional Certifications (RNCP) which is now connected to the ROME registry of competencies grouped by profession, and work certificates) provide a rich range of resources from which good examples can be drawn. These can be seen as a group of systems that provide proof of individual competencies, since, beyond age and status barriers, we are not just concerned with facilitating the portability of rights but also with the portability of competencies acquired by individuals.

Examples of enterprises that provide career development services to their employees are rare despite the fact that enterprises are best placed to know that their employees will probably not remain with them for their entire careers and also disregard the positive wider effects generated by such processes. It is only very large companies that sometimes offer these types of services. However, these services are often restricted to managers and therefore do not apply to all staff, and they only focus on career development within the company.

Curiously, unions have shown very little interest in the setting up of career guidance services. When they themselves provide such services, they are generally provided by untrained staff and focus more on access to training than on occupational guidance, as it is most commonly understood.

Ministère de l'Éducation nationale

Direction générale de l'enseignement scolaire
110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

**Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche**

Direction générale de l'Enseignement supérieur
1, rue Descartes
75351 Paris Cedex 05

**Ministère de l'Éducation nationale
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche**

Secrétariat général

Direction des Relations européennes
et internationales et de la coopération
110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Délégation à la communication
110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

**Site de la Présidence française
de l'Union européenne**

www.ue2008.fr

Site du ministère de l'Éducation nationale

www.education.gouv.fr

**Site du ministère de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche**

www.enseignementsup-recherche.gouv.fr

